

Les centres de femmes



des sentiers et des chantiers économiques

LE CAHIER DU
SÉMINAIRE DE
FORMATION SUR
LE DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE
RÉGIONAL



Centres de femmes du Québec

4 ET 5 FÉVRIER 1995, MONTRÉAL

Le comité organisateur

Jocelyne Bradley,
Centre des femmes Parmi-Elles,
St-Pierre-les-Becquets

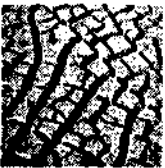
Denise Guimont,
L'Erigé, La Sarre

Micheline Laroche, Regroupement
des femmes de la région de
Matane

Augustine Matumona,
Afrique au féminin,
Montréal

Marie-Hélène Méthé,
Maison des femmes des
Bois-Francs, Victoriaville

Josée Belleau,
L'R



Comptes rendus des conférences et des discussions en plénière:

Francine Pelletier

Rédaction:

Francine Pelletier

Cadre d'animation:

Marie Letellier
avec la collaboration de
Josée Belleau
et Michèle Asselin

Saisie de textes:

Nicole Caron
Francine Pelletier
Josée Belleau

Infographie:

Patricia Côté

Coordination:

Josée Belleau

Le séminaire de formation sur le développement régional ainsi que le cahier du séminaire ont pu être réalisés grâce au soutien financier des partenaires suivant-e-s :

Programme Promotion de la femme, Condition féminine Canada
M. Guy Chevrette, Ministre d'État au développement des régions

La Fondation Adolphe et Roger Ducharme

M. Jacques Parizeau, Premier ministre du Québec

Mme Rita Dionne-Marsolais, Ministre du Tourisme

M. Bernard Landry, Ministre des Affaires Internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles

Mme Jeanne Blackburn, Ministre de la Sécurité du revenu et responsable de la Condition féminine

Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins

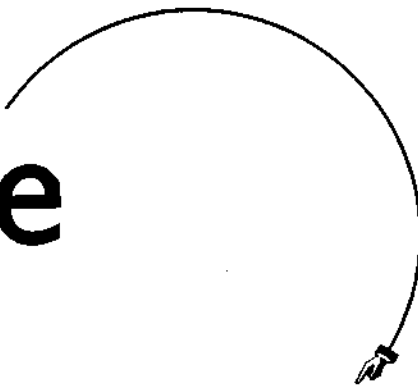
Nous remercions Francine Pelletier et Jocelyne Bradley
pour leur contribution à la recherche de
financement pour le séminaire.

L'R DES CENTRES DE FEMMES DU QUÉBEC

4230, rue St-Denis, Montréal, H2J 2K8

Téléphone: (514) 843-8156 Télécopieur: (514) 843-9456

Sommaire



— Introduction 7

— Le développement régional, c'est quoi et ça vient d'où ? 9

— Les femmes et le développement local en Europe :
réflexions et pratiques 17

— Une marmite bouillonnante de questions 23



— Réflexion sur une approche féministe d'appui aux activités
économiques des femmes 25

— Un projet féministe de développement 33

— Et si on changeait l'économie... 37

— Femmes, pouvoir et structures régionales 43

— Les centres de femmes, des chantiers économiques 49

— Conclusion 57



— Le Mouvement des caisses Desjardins et les centres de femmes 58

Annexe

— Pour l'insertion sociale et économique des femmes 61

— Cadre d'animation du séminaire 73

Introduction

Depuis plusieurs années, les centres de femmes côtoient la pauvreté, la détresse et l'appauvrissement constant des femmes. À tous les jours, ils interviennent sur les multiples conséquences de cet appauvrissement : l'isolement, la détérioration physique, la détresse mentale, la violence, les problèmes familiaux et conjugaux, le chômage ou la formation.

Les centres n'ont donc pas eu le choix. Ils se sont transformés en véritables chantiers économiques en développant des ressources permettant aux femmes d'accéder à une plus grande autonomie économique, de retrouver la dignité et l'espoir. Ils ont créé des micro-entreprises : halte-garderie, dépannage alimentaire, comptoir vestimentaire et cuisine collective. Ils ont mis sur pied des services de formation que ce soit en employabilité, aux métiers non traditionnels, en alphabétisation.

Les centres agissent ainsi sur quatre terrains : le dépannage pour répondre aux besoins matériels les plus criants, la formation pour faciliter l'accès au travail rémunéré et assurer un revenu personnel autonome, la création d'emplois et d'entreprises pour une prise en charge du développement économique par les femmes et la promotion des intérêts des femmes auprès des décideurs. Les centres et les femmes contribuent donc activement au développement économique régional et à la féminisation de l'économie.

Au cours des prochaines années, les centres de femmes devront jouer un rôle économique de plus en plus important, et ce, particulièrement dans le contexte de la régionalisation du développement économique, des services et de la formation de la main-d'oeuvre. Dans le but de se doter d'une analyse du développement économique régional, de partager les expériences vécues dans les diverses régions, de promouvoir des stratégies dynamiques d'action et d'identifier les lieux stratégiques d'intervention pour les femmes, l'R des centres de femmes du Québec a organisé ce séminaire de formation qui s'est tenu, à Montréal, les 4 et 5 février 1995.

Ainsi, plus de quatre-vingts femmes venues des quatre coins du Québec ont écouté des conférencières et ont parlé d'une façon originale du développement économique dans une perspective féministe. Dans la détente et dans le rire, elles se sont approprié le contenu des conférences, elles ont partagé leurs expériences ainsi que leurs réalisations et elles ont imaginé le futur...



UNE ENTRÉE EN MATIÈRE,
QUELQUES GOUTTES D'ÉLIXIR...

Un séminaire de formation sur le développement régional, c'est en apparence un événement sérieux. Sauf qu'avec un comité organisateur débordant d'énergie et quelques gouttes d'élixir pour toutes les participantes, l'imagination, la créativité et l'humour sont aussi au rendez-vous. Alors ça devient une véritable affaire de femmes!

L'économie, le développement local et régional : les femmes se les approprient et les imaginent à leur façon, autement...

Le développement régional, c'est quoi et ça vient d'où ?

H É L È N E L A T É R I È R E

1 Le développement économique régional dans un contexte global de mondialisation des marchés, libre échange...

Mais qui est-ce qui décide «d'en haut»?

De plus en plus, il y a un sentiment largement ressenti dans la population de l'impuissance des gouvernements face au marché et aux grandes organisations internationales. On entend parler de la dette, du déficit qui empêchent de bouger, des économistes qui nous parlent de la chute du dollar, de l'insécurité des investisseurs sur le marché canadien, des programmes sociaux qu'il faudra revoir, des impôts qu'il faudra augmenter pour aider à la reprise économique.

Qu'est-ce que ce discours, le seul officiel que l'on entend? En quoi cela nous concerne-t-il? Vous allez sans doute me dire que je prends un long détour pour vous parler du développement régional et du rôle des centres de femmes.

Pour bien comprendre et situer notre moyen d'action, je vous invite à faire un tour d'horizon de ce qu'on appelle de plus en plus l'enjeu de l'intégration économique et les valeurs que cela sous-tend. Cela interpelle directement les acquis sociaux que nous avons obtenus au cours des dernières décennies. Cela nous interpelle aussi comme femmes, comme agentes de développement dans nos régions et, finalement, comme féministes véhiculant une approche globale axée sur le développement des personnes dans leur environnement.

On pourrait commencer par dire que nous vivons dans un environnement où les développements politique et économique de grands ensembles comme l'Amérique et l'Europe nous concernent au plus haut point, qu'on le veuille ou non, car cela a une incidence sur notre milieu de vie.

Commençons par dire aussi que le Canada est un pays tributaire de son commerce extérieur (1/3 du produit intérieur brut), particulièrement avec les Américains, puisque les 3/4 des importations/exportations commerciales se font avec les USA. Cela fait donc longtemps que l'on parle d'abolir les barrières tarifaires entre les deux pays. C'est à partir des années '80 que l'on en a parlé de plus en plus. Ici, lors des campagnes électorales fédérales, on a été inondé-e-s des arguments pour et contre.

On nous a dit que l'on avait pas le choix, à cause des mesures protectionnistes des USA qui faisaient de toute façon planer une menace pour certains secteurs du marché canadien : le bois d'oeuvre, le bétail...

C'est la période aussi où, en Europe, il y a la création de blocs commerciaux tels que la CEE (Communauté économique européenne). On nous disait aussi que cela augmenterait le nombre des emplois dans les secteurs des services et de la technologie de pointe. Les tenants contre les accords de libre-échange, pour leur part, ont mis en évidence que cela entraînerait des pertes d'emplois dans des secteurs canadiens non concurrentiels (ex. : textile), que cela amoindrirait aussi les conditions de travail de la main-d'oeuvre. Il ne semble pas que ces derniers ont eu le haut du pavé puisqu'on entend de plus en plus parler de regroupements commerciaux.

Le Canada est devenu membre de l'Organisation des états américains (OEA); banquiers et investisseurs ont alors commencé à regarder du côté du Mexique, de la Colombie et du Chili, c'est ce qui a donné lieu à l'ALÉNA.

Dernièrement, M. Chrétien s'est promené en Amérique du Sud. Pourquoi? En 95-96, on parlera du Sommet hémisphérique auquel sont convoqués les pays latino-américains, le Sud et le Nord.

Il y a aussi le GATT qui consiste en des accords multilatéraux et bilatéraux sur les tarifs douaniers et le commerce entre différents pays. Ce sont des négociations lourdes et compliquées où le Canada est un bien petit joueur comparativement aux USA et à la Communauté économique européenne.

Il n'y a donc plus de doute quant à l'influence nettement prédominante des gens d'affaires et des grandes entreprises dans tous ces processus et c'est ce qui oriente, vous l'aurez sans doute deviné, l'ensemble des politiques monétaires, fiscales, économiques et sociales canadiennes, et, par-delà, québécoises! Les considérations sociales et les accords parallèles sur les conditions de travail sont reléguées souvent au second plan et s'alignent la plupart du temps bien en deçà des standards auxquels on est en droit de s'attendre ici. Exemple : les négociations de l'ALÉNA (Canada, États-Unis, Mexique) ont provoqué l'insurrection des autochtones du Chiapas qui ont fait savoir que les concessions du gouvernement mexicain dans cet accord dépassaient le seuil de tolérance d'une partie de la population mexicaine.

Actuellement, le discours des gens d'affaires, qui est la plupart du temps repris par les gouvernements, est qu'il ne faut pas augmenter les charges fiscales et sociales des compagnies à cause de leur vulnérabilité dans le contexte du libre-échange et du marché international.

Donc :

- les fluctuations du taux de change;
- les pressions concurrentielles en provenance des pays en voie de développement;
- la diminution des prix des marchandises à l'échelle mondiale influencent l'économie canadienne et québécoise.

Car les entreprises exigent de plus en plus que l'on :

- diminue les avantages sociaux comme les cotisations de l'assurance-chômage;
- diminue les conditions de travail actuelles de la main-d'oeuvre.

C'est ce qui fait que, comme par hasard, depuis 1970, le gouvernement s'est retiré de la caisse d'assurance-chômage, qu'il veut que les prestations baissent à 50% des revenus assurables (c'est le taux des USA).

C'est ce discours que l'on tient pour préparer les esprits à la réforme des programmes sociaux qui encouragerait la «dépendance». Les politiques actuelles ne font donc que creuser l'écart. Elles veulent diminuer le nombre de chômeurs et chômeuses et les forcer à retourner au travail dans des conditions précaires. Regardons la carte des accords actuels (tableau I)

Notre système fiscal est un bel exemple que ce sont les lois du marché qui dictent les conduites.

Selon un économiste de l'UQAM, il y aurait plus de 1 500 compagnies canadiennes prospères qui n'auraient pas payé un seul sou d'impôt l'an dernier, à cause des déductions fiscales telles que l'amortissement des dépenses, l'étalement du revenu, etc. Faut-il aussi ajouter que les impôts sont aussi retournés massivement aux compagnies sous forme de subventions?

Les compagnies ne paient que 10% des impôts

Année	Impôts des individu-e-s	En %	Impôts des corporations	En %
1950	3,3 milliards	48%	3,2 milliards	46%
1960	7,4 milliards	56%	5,2 milliards	39%
1970	24,7 milliards	70%	9,9 milliards	28%
1980	41,6 milliards	75%	12,7 milliards	23%
1992	87,6 milliards	90%	7,4 milliards	8%

A-t-on la possibilité de faire autrement?

La Norvège a choisi de dire non à l'Union économique européenne car cela voulait dire pour elle de choisir des mesures inférieures sur les plans de la sécurité sociale et de l'environnement.

L'économie de marché, avec ses valeurs compétitivité/rentabilité/productivité/efficacité/ est-elle favorable au développement social, à l'accès des femmes à l'autonomie et à l'égalité?

Le développement économique mis en valeur par nos gouvernements ne fait-il que renforcer un type d'économie réputée pour produire de plus en plus d'exclusion sociale/ en particulier pour les femmes?

L'entrée du Canada/Québec dans le circuit économique américain et mondial oblige de plus en plus de se soumettre aux impératifs et règles du marché et de la compétition qui se jouent dorénavant entre les plus performants. Comme elles veulent maintenir leur part de croissance économique, les entreprises font pression sur nos gouvernements pour adopter des politiques monétaires, fiscales, de déréglementation, de privatisation, de programmes de formation et d'employabilité de la main-d'oeuvre qui leur permettent d'être « concurrentielles » à une échelle qui dépasse nos frontières. On ne peut plus parler maintenant de crise passagère, de conjoncture temporaire dans l'économie, mais d'une véritable mutation structurelle qui a provoqué de profonds bouleversements dans la structure de l'emploi ainsi que dans les programmes de sécurité sociale que l'on veut rendre de plus en plus semblables au modèle américain. Cette mutation structurelle de notre économie s'accompagne d'un discours officiel qui évalue le social, qui considère comme quasi normal qu'un certain rythme de croissance économique s'accompagne d'un taux de chômage de plus de 9% dans les grandes villes, de 10% dans les villes moyennes, etc.

La plupart du temps, dans les journaux et à la télévision, on nous présente un point de vue strictement économétrique. On nous parlera du taux de croissance économique, des investissements, du taux des exportations, des taux d'intérêt, de la chute du dollar, du déficit, et l'on conclut que cela va bien ou mal dépendant de la fluctuation de ces indicateurs. Le problème, c'est que cela a de moins en moins rapport avec l'emploi, le développement socio-économique, le bien-être ou non des citoyens et citoyennes.

On ne nous dit pas souvent (même si on le sait) que les investissements sont de plus en plus effectués au titre de la modernisation des équipements de production sans égard à la main-d'oeuvre.

Il y a aujourd'hui un clivage de plus en plus marqué entre les personnes qui possèdent les attributs pour répondre aux exigences d'un marché de l'emploi devenant plus sélectif et il y a les autres, plus nombreuses (dont les femmes et les jeunes), qui sont maintenues dans des conditions de marginalisation et d'exclusion.

Sur un plan global, il y a aussi une augmentation de territoires (villages et régions) exclus à cause d'une logique économique dominante qui édicté que la concentration des équipements et des personnes est indissociable à toute forme de développement.

Au lieu d'avoir une vision globale de développement économique, d'occupation du territoire, de distribution des services et de plein emploi, nos gouvernements se sont contentés, jusqu'à présent, de veiller à ce qu'une petite partie de la richesse soit consacrée aux exclus et exclues sous forme d'aide financière : aide sociale, assurance-chômage, mesures d'employabilité, aide au développement des collectivités (avec des subventions dérisoires). Ajoutés à cela, la faible densité de population, le manque d'équipements éducatifs et culturels, des moyens de transport et de communication... On assiste depuis quelques années à des coupures de services qui contribuent à faire progresser la désintégration des collectivités. Par exemple, Radio-Canada, Via Rail, les bureaux de poste, les écoles primaires. On invoque la non-rentabilité de ces équipements!

Oui, le développement économique actuel et les valeurs qu'il sous-tend produit de plus en plus d'exclusion sociale et, en particulier, pour les femmes. Et non, il n'est pas favorable au développement social, comme on le voit avec la réforme des programmes sociaux entreprise par le gouvernement fédéral.

Le phénomène de marginalisation et d'exclusion des femmes

En dépit d'énormes progrès au niveau de la scolarisation, les femmes continuent à subir la discrimination salariale et à être concentrées dans des secteurs qui n'offrent pas les meilleures conditions d'avenir. L'impact de la mondialisation des marchés les touche donc directement.

Les experts en économie ont longtemps véhiculé l'idée que les services sont improductifs et doivent être considérés comme accessoires.

Les politiques gouvernementales avaient donc pour objectif de consolider les secteurs primaires (bois, pêches) et les secteurs manufacturiers. Les femmes qui étaient majoritairement dans les secteurs manufacturiers fragiles, comme le textile, ont subi d'énormes pertes sur ce plan. Le bassin d'emploi s'est retrouvé dans des pays du Sud où il y a une main-d'oeuvre abondante et des conditions de travail inimaginables et non concurrentielles selon nos standards nord-américains.

Pour ce qui est des services où se retrouvent plus de 80% de la main-d'oeuvre féminine, là aussi, le Canada et le Québec perdent du terrain. Certains secteurs sont actuellement considérés comme névralgiques, comme les télécommunications, les services financiers, le traitement des données. Les USA qui sont les chefs de file dans ces secteurs s'en préoccupent maintenant et les ont introduits comme objets de négociation dans les récents accords du GATT.

Suivant certaines études récentes, des filiales de sociétés américaines établies ici diminuent le nombre d'emploi et concentrent les fonctions bureaucratiques et informatiques dans les sièges sociaux aux USA, par exemple : Heinz, IBM et bien d'autres.

Dans le secteur des services publics aussi l'enjeu est important parce qu'on y retrouve là aussi une forte concentration de femmes. Il y a de fortes pressions pour que l'on harmonise les programmes sociaux d'ici, jugés trop généreux (on nous dit que c'est à cause de la dette), avec ceux des USA. Sur les marchés financiers, on dit que les investisseurs ne sont pas intéressés à des pays où la charge sociale et fiscale est trop élevée. Cette restructuration, que l'on appelle en terme plus poli la modernisation, affecte les femmes sur plusieurs plans.

- Sur le plan économique, à cause de la diminution des emplois dans le secteur public, les coupures à l'assurance-chômage et les nouvelles règles basées sur le revenu familial;
- Sur le plan de leurs responsabilités familiales et sociales, on risque d'alourdir leurs tâches si l'on coupe dans l'universalité des soins et la prise en charge des malades et des personnes âgés;
- Sur le plan de l'accessibilité à des formations qualifiantes, car ce ne sont pas les mesures d'employabilité à court terme qui leur permettent d'être compétitives dans un marché d'emploi de plus en plus restreint.

Donc, les politiques économiques ont accentué la fragilité de l'emploi. La tendance est d'augmenter la marge de manoeuvre dont disposent les employeur-e-s dans la gestion des coûts de leur main-d'oeuvre. Cela a des impacts sur les femmes puisque celles-ci occupent majoritairement les postes occasionnels, à temps partiel, etc.



déverser dans la cour des municipalités des responsabilités que l'État avait jusqu'alors : la voirie, les services policiers, l'environnement, le transport en commun, etc.

Si l'on se place dans le contexte québécois, on peut constater que l'on fait appel sensiblement à la même logique économique à partir des années '60, lorsqu'on a commencé à édifier l'appareil public, c'est la théorie des pôles de croissance qui a influencé et inspiré la révolution tranquille. On disait que les régions bénéficieraient de la croissance des centres. L'État, par l'intermédiaire d'objectifs nationaux, planifiait pour l'ensemble du Québec.

Le développement était vu comme devant nécessairement venir «d'en haut»; le savoir, le pouvoir et les ressources étaient concentrés au palier central. Cette vision a donné certains résultats significatifs sans atteindre tous les objectifs visés. L'État, 20 ans plus tard, est lui aussi à même de reconnaître qu'il y a des disparités importantes entre les régions et entre les MRC d'une même région.

La vision centralisée a aussi conduit à ce qu'on appelle des effets pervers, à «déresponsabiliser» les milieux, à freiner des initiatives locales, à décourager des groupes engagés dans le développement de leur milieu. Elle a aussi encouragé une mentalité selon laquelle la solution des problèmes doit venir de l'État ou de l'extérieur...

L'État se réveille aujourd'hui aux prises avec une grave crise financière et il tente de se délester de plusieurs responsabilités financières aux dépens des gouvernements locaux.

C'est ce qui a donné lieu à la réforme de la fiscalité municipale en 1990. Cette réforme a fait en sorte de



C'est 518 millions de dollars de factures qui ont été transférés à plusieurs petites municipalités. C'est un pas vers la pauvreté, le déclin, car on ne tient pas compte de leurs ressources financières. Outre la réforme Ryan, il y en a d'autres qui nous arrivent en 1992 : la politique en matière de développement régional du ministre Picotte; l'énoncé de politique sur le développement de la main-d'oeuvre du ministre Bourbeau; la régionalisation du réseau de la santé et des services sociaux.

Même si elles sont dans des secteurs différents, il ne faut pas voir ces réformes comme indépendantes l'une de l'autre. Elles souscrivent toutes à une même logique. C'est la façade officielle du développement. C'est la façon dont l'État veut manifester publiquement sa volonté de ne plus standardiser

les programmes, d'être plus près des réalités régionales, de s'associer en «partenariat» avec les leaders des régions. Il faut comprendre toutefois qu'il s'agit davantage d'une déconcentration de pouvoir que d'une véritable et authentique décentralisation. La déconcentration, du fait qu'elle ne transfère par le véritable pouvoir décisionnel à des gouvernements locaux, ne semble avoir d'autres visées que de renforcer l'appareil central dans sa volonté de contrôler le développement économique et social des régions. Derrière ces initiatives ministérielles, on a de la difficulté à avoir une vision d'ensemble résolument tournée sur la responsabilisation et l'implication des régions et des villages dans le cadre d'un projet de société. Cela nous oblige en région - c'est particulièrement vrai pour les femmes et les groupes de femmes - à revendiquer fermement un droit de participation.

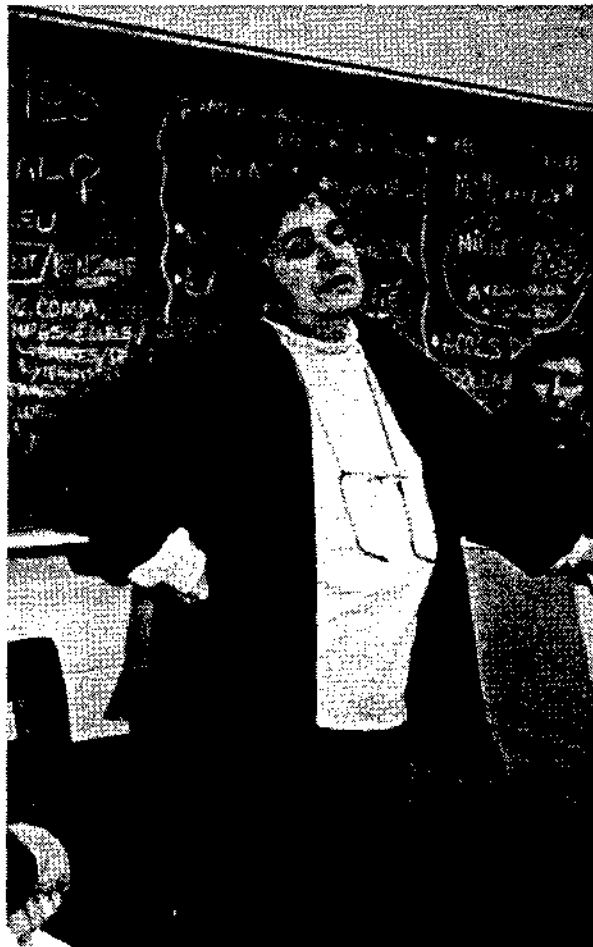
Le développement durable, le développement local, endogène

Avons-nous une marge de manoeuvre ou le développement par le bas...

Comme on l'a vu, depuis 20 ans, la réalité macro-économique dans laquelle nous nous inscrivons et les politiques gouvernementales qui ont été adoptées ont entraîné le déclin progressif de nos économies locales.

Le défi, on le devine, consiste à établir des règles différentes qui permettent la réalisation d'un nouveau contrat social : une autre logique de développement qui fasse une large place à l'humain, à la volonté et la capacité des personnes et des collectivités d'être des artisan-e-s à part entière de leur destin et, comme on pourra le constater, cela assigne un rôle de premier plan aux organismes communautaires et aux associations d'une collectivité. On sent pourtant, dans les régions du Québec et face à la crise actuelle, qu'il y a de plus en plus de gens qui veulent démontrer que l'on peut et doit faire autrement, que l'on doit exercer plus de pouvoir sur les questions qui nous concernent.

Il faut tout de suite chasser de nos esprits que la micro-économie, le développement local ou durable est de revenir au passé. Si on se dit cela, on risque de passer à côté de réalités qui se dessinent de plus en plus clairement dans le paysage économique. Partout, des stratégies de lutte faisant appel à la solidarité émergent.



Sur les plans régionaux, on a des exemples comme le Ralliement gaspésien-madelinot, Solidarité populaire Québec. On a aussi bien d'autres exemples sur le plan local.

Ce qu'il importe de retenir, c'est que le développement local peut s'intégrer à la réalité globale et qu'il ne doit pas viser à nous marginaliser davantage.

Le développement local durable est essentiellement un processus, une façon de penser et d'agir auquel s'ajoutent des stratégies et des réponses multiples. Il n'y a pas de recettes magiques à appliquer, mais le développement local sous-entend des principes et des valeurs qui sont très près des principes qui gouvernent les actions des groupes de femmes.

On dit que le développement local est essentiellement un processus de prise en charge qui vise à réduire les relations de dépendance et tend à s'harmoniser avec les initiatives et les ressources disponibles.

3 principes de base :

- la personne constitue la force motrice du développement;
- le développement ne découle pas uniquement de la valeur économique des activités;
- le développement ne relève pas seulement des grands systèmes économiques et peut être lié aux initiatives à petite échelle.

Le développement local suppose une vision différente qui prend en compte tous les aspects de la vie : les dimensions économiques, sociales, culturelles, écologiques, etc.

Synthèse de la conférence d'Hélène Latérière

telle que présentée par

M A R I E - T H É R È S E F O R E S T

Les nouvelles règles de l'économie mondiale, les politiques monétaires et économiques ont un impact sur notre vie de tous les jours. Le discours social est évacué au profit du discours économique : les entreprises réduisent constamment les avantages sociaux offerts aux employé-e-s; les conditions de travail se détériorent; les programmes sociaux sont en danger. Le discours actuel ne repose que sur la performance économique. Le système fiscal avantage les entreprises et leur maigre contribution leur est redistribuée en subventions.

Parallèlement, l'exclusion et la marginalisation sociale s'amplifient. Nous nageons en pleine période de mutations structurelles de l'économie et de la société. Nous assistons à un remodelage de la société qui ne vise qu'un seul objectif : que la société se conforme aux lois du marché. Le discours ne vise qu'à la normalisation et tout se mesure sur la règle de l'économie. Nous subissons de multiples coupures de services : fermeture des stations régionales de la Société Radio-Canada, des écoles primaires et des bureaux de postes de villages, disparition des liaisons ferroviaires, etc.

La mondialisation et l'internationalisation des marchés ont également un impact sur la vie des femmes. Les secteurs d'emploi et les services les plus touchés sont ceux occupés par les femmes. Les coupures dans les programmes sociaux affectent tout particulièrement les femmes étant donné leurs responsabilités familiales.

Au cours des dernières années, les régions ont lutté contre des politiques centralisatrices qui les ont dépossédées et privées de leurs responsabilités. Aujourd'hui, les gouvernements leur remettent un certain nombre de pouvoirs sans pour autant leur allouer les moyens financiers qui leur permettraient d'agir. Seule l'idée du développement endogène et durable apporte l'espoir de changer les choses.

Ce type de développement, issu et pris en charge par le milieu, repose sur trois principes de base : les personnes doivent être au centre du processus et des préoccupations, le développement social doit être réalisé de pair avec le développement économique, la création et la multiplication d'initiatives à petite échelle doivent être privilégiées. Il s'agit de vaincre la macro-économie par la micro-économie.

les femmes et le développement local en Europe: réflexions et pratiques

M A R I E - L I S E S E M B L A T

telle que résumée par Francine Pelletier

Professeure de philosophie, elle choisit de vivre en milieu rural par amour et par goût de l'aventure. Plusieurs années plus tard, après avoir oeuvré au sein de groupes et d'associations de femmes en milieu rural, elle retourne aux études et entreprend un doctorat sur les femmes et le développement local. Elle vit, au quotidien, le lien entre la théorie et la pratique. Enseignante à l'Université dans le domaine du développement local et international, elle est activement engagée dans l'association DIALOC Villages (Documenter, Informer, Animer, Lire, Organiser, Communiquer).

Marie-Lise Semblat nous livre ses réflexions sur les effets de la modernité, elle nous raconte quelques expériences menées par des femmes européennes, elle propose une méthodologie du développement économique local et une conception féministe.

La modernité : le temps, l'espace et la relation aux autres...

La modernité constitue une expression culturelle de la modernisation. Un sociologue et historien, Jean Chesneaux, en a démontré les effets pervers; la modernité nous entraîne, selon lui, dans le paradoxe de l'atomisation et de la planétarisation. Au moment où la communication est planétaire, les gens n'ont jamais été aussi seuls. Michel Serrés affirme, quant à lui, que nous sommes «des astronautes entièrement déterritorialisés errant hors de tous lieux». Les effets de la modernité se font sentir sur trois plans: le temps, l'espace et la communication.

Nous vivons dans une période qui crée des «non-lieux» (Marc Augé), des espaces anonymes, par opposition à des lieux identitaires, relationnels et historiques. On assiste à une surabondance spatiale et événementielle; le temps s'accélère; il règne un état d'urgence permanent et omniprésent. On court constamment après le temps et l'argent; le temps est morcelé,

mesuré, mécaniste et linéaire. Les références sont individualisées : le narcissisme est érigé en loi. La communication avec les autres s'avère opaque, masquée par des écrans. Le système pyramidal est, quant à lui, loin d'être mort.

Et les femmes dans tout ça? Les femmes sont particulièrement affectées par les processus d'exclusion et de marginalisation sociales. Les valeurs de «l'orthodoxie de la compétitivité» (Riccardo Petrella) menacent les femmes et les jeunes plus que tout autre groupe social. Les femmes rurales sont particulièrement touchées par la marginalisation et l'exclusion, et ce, plus que les femmes urbaines.

Et pourtant... les différents milieux ont de nombreux besoins et les femmes possèdent, elles, un vaste potentiel pour y répondre. À cet égard, la situation vécue par le monde rural en France ressemble sensiblement à celle qui prévaut au Québec : extinction des services publics, fermeture des écoles et des églises. On assiste à la «mort lente des campagnes», à la disparition des lieux communautaires et des «bistrot», ces lieux de rencontre et parfois de vie culturelle. La modernité décompose inexorablement le monde rural; elle l'entraîne dans le vide. En France, comme au Québec, les orientations du développement local sont définies dans les grands centres urbains et celles-ci s'avèrent souvent déconnectées des besoins du milieu.

Malgré tout, les femmes innovent; elles sont le fer de lance du développement local. Elles identifient les carences du milieu parce qu'elles sont au coeur de la vie familiale et quotidienne. Et pour répondre aux besoins de la communauté, elles créent des services, elles diversifient les secteurs d'action, elles mettent sur pied des associations, des centres de loisirs pour les enfants et les adolescents, des haltes-garderies, etc. Elles sont des marmites bouillonnantes d'idées et de nouveaux projets !

Des expériences en Grèce, en Irlande et en France...

En Grèce, depuis dix ans, des femmes paysannes ont fondé sept coopératives agro-touristiques féminines. Elles veulent se doter de lieux d'émancipation et d'outils de développement local, préserver l'environnement, revitaliser leur région et casser le système du tourisme commercial. Elles renouent ainsi avec la légendaire hospitalité grecque en développant un tourisme de qualité. Par des séjours centrés sur la cuisine locale, les techniques de tissage, les danses traditionnelles ou l'apprentissage du grec, elles proposent des activités touristiques différentes qui reposent sur la préservation de l'environnement, la qualité des services et une mise en valeur du patrimoine culturel. Leurs expériences ont fait des petits grâce aux programmes européens qui ont permis d'initier des projets semblables à une échelle transnationale.

En Irlande, Kathy, elle, a installé un «tea room» dans sa ferme. Le dimanche, les gens des environs viennent y prendre le thé et manger des «scones». Elle connaît un tel succès qu'elle songe maintenant à diversifier ses activités pour attirer une clientèle plus éloignée. Malgré ses résistances et ses préjugés initiaux, son mari participe aujourd'hui à la réalisation de ses nouveaux projets.

En France, dans les Alpes, des femmes ont formé le groupe ADELE (Association de développement des échanges locaux et européens). Elles font de l'accueil, vivent dans des conditions difficiles et se regroupent pour développer des solidarités. L'association DIALOC Villages, qui existe depuis dix ans, a organisé un festival de cinéma européen s'adressant aux femmes rurales. Dans le cadre de cet événement, de nombreuses activités ont vu le jour : expositions, conférences et ateliers culinaires. Ces activités ont rassemblé jusqu'à présent des femmes de l'Europe des Douze et de la Russie, elles réuniront cette année des femmes d'Europe et du Canada, et l'an prochain, des femmes d'Afrique. Les femmes peuvent donc dépasser l'intervention socioculturelle et accéder à l'action économique en passant par l'action internationale.

DIALOC Villages offrait déjà des services de haltes-garderies et des activités de loisirs s'adressant aux jeunes, mais le festival de cinéma a eu un impact

différent dans la communauté. Il est devenu un événement d'une telle importance dans la vie régionale qu'il a servi de déclencheur à une redynamisation du commerce local. Le travail en collaboration avec les femmes grecques, lui, a fait germer l'idée de créer une coopérative de pluriactivités. Une friperie, un espace de création et un camion de cinéma itinérant en sont issus.

Les femmes redéfinissent les paramètres de la modernité...

Ces différentes expériences démontrent à quel point les femmes induisent une convergence nouvelle entre la modernité et la tradition. Ces projets renouent avec la tradition et le patrimoine, induisent une réarticulation du social, du culturel et de l'économique. Ils contribuent à rétablir le lien entre la qualité et la rentabilité, entre la ville et la campagne, et ce, parce que les femmes ont le souci de reconstruire ces passerelles.

En regard de l'espace, du temps et de la relation aux autres, ces diverses expériences illustrent comment les approches proposées par les femmes diffèrent de celles de la modernité. Par les activités d'accueil touristique, elles recréent de véritables lieux et territoires de vie. Les femmes désirent faire vivre leur pays plutôt que d'espérer qu'il ne meure pas tout à fait. Les femmes tentent de retrouver des équilibres et des harmonies face au temps morcelé et éclaté. Les femmes redéfinissent la communication car elles lui attribuent une valeur fondamentale dans les rapports sociaux et humains. Elles désirent une authenticité de parole et elles créent des lieux pour l'exercer. Ainsi en France, 2 membres sur 3 des associations sont des femmes. En Europe du Sud, les femmes sont très présentes dans les coopératives.

Convergence entre la redéfinition de la modernité par les femmes et le développement local...

Le développement local s'articule autour de trois axes : un constat, un projet et une pratique. Le constat repose sur une lutte contre le centralisme et la désertification, sur une volonté de briser la modernité et la

«sur-modernité» (Marc Augé). Le projet propose une ré-articulation du culturel, du social, de l'économique, de l'environnemental. Les femmes possèdent une vision et une pratique du développement local qui rompt avec l'urgence et le temps morcelé parce qu'elles veulent un développement endogène et durable.

Le développement endogène se vit ainsi sur un territoire, dans la durée et l'émergence de nouvelles formes de relation avec les autres. Il se vit là où s'exprime une identité et une conscience collective, et il s'écarte de la tendance mondiale d'uniformisation des modes de vie. Le développement endogène et durable, vu par les yeux des femmes, impose de laisser du temps au temps. La durée s'exprime donc dans le temps vécu et non pas dans un temps mesuré et cadencé par des chronomètres et des montres. C'est le temps personnel, le temps intérieur, le temps des projets. Les nouvelles formes de relation aux autres s'inspirent de la démocratie retrouvée, du partenariat véritable et authentique et de la constitution de réseaux.

Il y a donc convergence entre les réactions des femmes aux excès de la modernité et les paramètres inhérents au développement local. Toutefois, cette ré-articulation n'est pas toujours visible car, bien que les femmes innovent et expérimentent, leurs projets sont quelquefois détournés, confisqués ou récupérés. Les femmes doivent donc demeurer vigilantes et conserver le contrôle de leurs projets, en être non seulement les bénéficiaires mais aussi les «opératrices».

Les femmes initient les projets mais, trop souvent, comme elles ne disposent pas des outils ou de la formation leur garantissant la gestion pleine et entière des projets, elles en sont dépossédées par les politiciens ou les experts. La formation à la méthodologie de projets revêt donc une importance capitale pour les femmes.

La formation à la méthodologie de projet ...

La formation incite les femmes à mieux se connaître elles-mêmes ainsi que leur milieu. Les femmes de DIALOG Villages ont ainsi inventé des outils de formation telles des maquettes de villages pour illustrer le jeu des forces politiques, religieuses ou économiques en présence et elles ont produit une cassette vidéo présentant leur expérience. Elles ont d'abord formalisé leur modèle pour qu'il ne leur échappe pas et être en

mesure de le transférer aux autres femmes. Elles ont ensuite, avec d'autres groupes en France et en Europe, créé ASTER (Actrices sociales des territoires européens ruraux), une structure qui vise à démultiplier les actions de formation sur l'ensemble des territoires afin que les femmes puissent être opératrices et bénéficiaires des projets qu'elles ont mis en oeuvre et qu'elles puissent les maîtriser de la conception à l'évaluation.

La formation doit rendre les femmes conscientes de leur potentiel, des besoins du milieu, de leurs besoins propres, de l'identité du milieu, de l'identité des femmes du milieu et elle doit leur permettre d'identifier les stratégies à adopter pour atteindre les objectifs qu'elles se sont fixés. Ces formations ne sont pas qualifiantes au sens traditionnel adopté par les différents programmes européens visant la réinsertion à l'emploi. La formation à la méthodologie de projet constitue une approche d'un genre nouveau parce qu'elle repose plutôt sur la mise en oeuvre du projet de vie, du projet professionnel, du projet d'activités ou du projet d'initiative culturelle.

Des propositions, des axes d'action...

Il faut donc inventer des outils et des modèles de formation qui permettent de briser le cycle infernal de la croissance en suscitant de nouveaux modèles de développement.

En s'appuyant sur la formation, il s'agit de développer, chez les femmes, conscience et stratégie pour qu'elles puissent maîtriser, de la conception à l'évaluation, ces nouveaux modèles de développement local.

Il faut aussi encourager et stimuler l'internationalisation de l'initiative locale, l'échange entre les réseaux de femmes engagées dans le développement local, la comparaison des problématiques et le partage des inquiétudes.

Il faut développer une autre forme de démocratie soit la démocratie participative plutôt que la démocratie délégative. La démocratie délégative exprime le professionnalisme en vie politique, le cumul des mandats et la compétition. Les femmes s'intègrent mal dans ce modèle, elles optent plutôt pour une démocratie participative en s'appuyant sur le développement du territoire.

Le féminisme d'État et le féminisme territorial...

Et le féminisme dans tout ça devient-il? En France, il existe un «féminisme d'État» qui ne semble pas toujours entendre ces messages en provenance du terrain. Au niveau de la Communauté européenne, ce féminisme institutionnalisé se traduit par des actions-femmes ou des programmes-femmes.

L'économisme et l'utilitarisme triomphent; ils régissent souvent les politiques de la communauté européenne et celles de l'État français à l'égard des femmes. À titre d'exemple, les politiques d'égalité des chances ne sont lues qu'à la lumière de l'entrée des femmes dans l'économie de marché. Et en même temps, une puissante vague anti-féministe déferle sur la société, les récentes manifestations anti-avortement en sont une illustration.

Par conséquent, les femmes doivent innover sur ce terrain-là aussi et redéfinir le concept de féminisme. Le concept de «féminisme territorial» pourrait apporter une réponse, car il permet d'opérer un croisement entre l'identité du territoire et l'identité des femmes. Cette expression nouvelle des femmes permettrait d'éviter bon nombre de dérapages et d'effets pervers de la situation actuelle.

«La recherche de nouveaux équilibres sociaux passent par la revalorisation des approches et activités «féminines». Le refus du tout productif, le regain d'intérêt réel ou proclamé pour le social, l'accent mis sur la gestion des relations humaines et des actions de solidarité, l'importance accordée aux causes humanitaires : autant d'enjeux, autant d'opportunités offertes aux femmes pour contribuer à bâtir de nouveaux équilibres intégrant des approches et des formes d'activités qui leur sont familières.» - tiré de *Les femmes en France 1985-1995, Rapport pour Pékin.*



Ainsi, même dans les publications officielles de l'État, des perches nous sont tendues, saisissons-les, remplaçons le mot «féminine» par féministe et profitons-en pour promouvoir des valeurs féministes et des expressions des territoires.

Synthèse de la conférence de Marie Lise Semblat

par les participantes

À la fin de la conférence de Marie-Lise, les participantes se sont divisées en groupes répartis aux quatre coins de la salle. Munies de grandes feuilles de papier, elles ont eu cinq minutes pour inscrire spontanément tous les mots qui leur venaient à l'esprit. On bouge, on parle, on «buzze»... L'élixir produit son effet : comme par magie, les mots-clés reprennent l'ensemble des thèmes abordés dans la conférence....

- Le temps, l'espace et la relation aux autres se transforment;
- Casser la modernité pour revenir à des modèles plus humains;
- La modernité : l'espace, le vide, le temps, la durée, la communication;
- Créer des lieux par opposition aux non-lieux actuels;
- Rétablir le lien avec le patrimoine culturel;

- Les femmes redéfinissent le cadre de la modernité;
- Revaloriser la dimension micro par opposition à la dimension macro de l'économie;
- Développer une vision critique de l'hyper-économisme;
- Réaliser des initiatives locales à l'échelle de la planète;
- Etablir une véritable concertation;
- Les régions : des moteurs du développement;

- La formation à la méthodologie de projet;
- Des lieux de pouvoir à investir et à transformer par les femmes;
- Un piège à éviter: la récupération des projets de femmes sans reconnaissance sociale
- Pour conserver le contrôle de nos projets: la formation à la méthodologie de projets ;
- Un mot d'ordre : Soyons stratégiques!;
- S'assurer que les femmes soient opératrices et bénéficiaires du projet; qu'elles soient présentes à toutes les étapes du projet, de l'initiation à l'évaluation;
- Vers une démocratie participative plutôt que délégative;
- Une stratégie nécessaire : créer des réseaux entre femmes;
- Les centres de femmes : des lieux de rassemblement, d'initiative, de valorisation, de prise de conscience des potentiels et d'échanges entre femmes;

- Le féminisme d'État et le féminisme territorial ;
- Le féminisme d'Etat : tendance à la sclérose bureaucratique;
- Une alternative au féminisme d'Etat : le féminisme territorial, soit investir le local pour créer des territoires occupés par les femmes;
- Le féminisme du temps : s'inscrire dans la durée plutôt que dans la rentabilité à court terme;
- Les femmes sont des marmites bouillonnantes d'idées!

Une note sur la modernité :

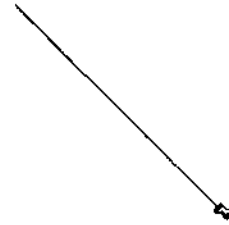
On peut définir la modernité comme une période historique associée aux notions de progrès et de raison et reposant principalement sur l'essor des sciences et des technologies

Une marmite bouillonnante de questions...

Marie-Lise Semblat répond aux questions des participantes

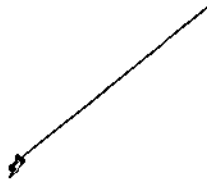
Pourquoi les femmes étaient-elles absentes des lieux de décision et de pouvoir?

Suite à la formation «Citoyennes actives», les femmes ont créé un projet innovant, le festival de cinéma, et ce n'est qu'après le Festival qu'elles ont investi le bureau de direction jusqu'alors composé majoritairement d'hommes. Des postes subalternes qu'elles détenaient avant, elles sont devenues vice-présidente ou trésorière et elles sont maintenant présentes dans toutes les instances de décision. Le pouvoir pour le pouvoir n'intéresse pas les femmes, semble-t-il. Elles désirent participer aux décisions quand il s'agit de faire avancer des projets précis, de les préserver, d'assurer leur continuité et d'empêcher qu'ils soient dénaturés, récupérés ou détournés. La parité ne se décrète pas, il vaut mieux former les femmes à la gestion des projets. Cette approche pourrait même être étendue aux mouvements politique et communautaire.



Pourrait-on substituer le lien au patrimoine par le lien au matrimoine?

Le matrimoine évoque la transmission des valeurs par les femmes alors que le matriarcat, c'est le pouvoir exercé par les femmes. Le matrimoine s'applique aussi à la relation à la terre et à la propriété terrienne, il réfère au statut des femmes agricultrices. L'usage du mot matrimoine s'avérerait abusif et pourrait semer la confusion, particulièrement si l'on réfère au patrimoine familial.



Des clarifications sur le féminisme d'État?

Le féminisme d'État réfère que l'État s'est chargé de garantir des droits aux femmes et d'en assurer l'application. À partir du moment où une instance étatique existe et qu'elle exprime une volonté pour tout le monde, on s'éloigne de l'inspiration première. Il est cependant difficile d'y échapper, car pour qu'une idée se pérennise et se développe, il faut nécessairement passer par le système, par cet outil qui légalise et qui transmet. Mais à partir du moment où l'État reprend une idée, on observe inévitablement un écart grandissant entre les mouvements premiers qui ont suscité le changement et ce que les systèmes historiques en ont fait. C'est le risque de sclérose et de détournement. Avec le féminisme d'État, on constate que les politiques s'éloignent de l'inspiration des mouvements féministes. Ainsi, il ne reste parfois plus grand chose du féminisme dans les politiques d'État et institutionnelles. Elles deviennent tout simplement féminines.

**Parlez-nous de formation... Faites-vous de la formation par l'action dans le projet?
Offrez-vous des sessions de formation? Qui les donne?
Faites-vous de la formation de formatrices?
Les participantes au projet peuvent-elles devenir formatrices? Quels sont vos outils?**

Nous avons d'abord inventé une méthodologie avec des sessions de formation offertes de façon discontinue, un rythme qui convient mieux aux femmes. Les femmes assistaient d'abord à une demi-journée ensuite, à une journée et enfin, à deux journées regroupées. Les formations étaient donc éclatées dans le temps, mais aussi dans l'espace. Le milieu rural étant très dispersé, la formation était tournante et cinq groupes d'environ quinze femmes ont été constitués dans les arrondissements ou les villages.

Les formations dans les villages permettent de découvrir l'environnement, le maire du village et les villages des unes et des autres. Elles étaient dispersées dans le temps pour prendre en compte l'enracinement géographique et les multiples contraintes de temps des femmes.

La population-cible était composée de femmes ayant cessé de travailler pour s'occuper de leurs enfants ou occupant des emplois à temps partiel. Elles avaient entre trente et quarante ans, disposaient de temps, bien souvent s'ennuyaient, possédaient un potentiel inutilisé et surtout, elles n'étaient pas dans l'urgence économique. Des initiatrices avaient constaté que le travail se faisait souvent dans l'urgence, que tous les programmes de formation arrivaient trop tard, que les femmes avaient accumulé un tel fardeau de handicaps et de difficultés qu'il leur était difficile d'être opérationnelles. Ainsi, pour développer une vision à plus long terme, elles ont décidé de miser sur la formation de «femmes-relais». Elles ont formé des femmes ayant moins besoin de

travailler du jour au lendemain afin qu'elles puissent accompagner le milieu et travailler avec d'autres femmes en difficulté.

Elles ont inventé des outils pour la connaissance du milieu et la connaissance de soi. Elles continuent de les perfectionner et de les développer.

Quels sont vos modes de financement et comment faites-vous pour ne pas avoir les mains liées par le système?

Le financement repose sur un financement croisé; il provient de la municipalité, du département, de la région, des ministères et de l'Europe. Il est souvent plus dur de convaincre localement. Avant d'obtenir de la crédibilité au niveau local, on est souvent reconnu à l'extérieur de chez soi. En France, il n'existe peu de fondations privées et il y a peu de tradition de levée de fonds publique.

Par contre, il existe des clubs locaux d'épargne pour les femmes qui entreprennent. Ces clubs, auxquels participent des hommes et des femmes, soutiennent des projets de femmes entrepreneures qui ont du mal à être financés par les banques. La majorité du financement provient essentiellement des nombreux programmes publics; ils foisonnent particulièrement au niveau de la Communauté européenne. Cette multiplication des programmes recèle un danger, car nombreux sont ceux qui vont à l'argent sans projet.

Ainsi, après avoir travaillé à l'échelle d'un département, elles agissent maintenant sur de petits territoires. Elles ont réussi récemment à rejoindre un plus grand nombre de femmes agricultrices en plus des femmes rurales. Les femmes agricultrices sont très bien organisées, elles disposent d'associations fortes et elles sentent peu le besoin de se regrouper avec les femmes rurales. Il en ressort une forte nécessité d'établir des alliances afin de cesser de mener les actions chacune de son côté.

Elles ont également formé neuf femmes comme médiatrices sociales en milieu rural. Avec elles et le Collège coopératif de Paris, elles ont mis sur pied un atelier d'évaluation et elles tentent maintenant de créer un diplôme professionnel qui conduira à un brevet technique. Elles visent à ce que certaines de ces femmes puissent devenir formatrices. Un cursus complet sera ainsi réalisé, qui permettra la mobilisation et la dynamisation et qui stimulera la mise en oeuvre de services en milieu rural. À partir de ce projet de médiation sociale, elles voudraient effectuer un modélisation pour implanter d'autres types de services en milieu rural en plus des médiatrices sociales.

Réflexion sur une approche féministe d'appui aux activités économiques des femmes

- mon expérience avec des femmes africaines -

GINETTE GENOIS

Il y a maintenant 25 ans, je décidais de laisser l'enseignement, que j'aimais, pour me réorienter en service social, plus spécifiquement en organisation communautaire, convaincue que j'étais de l'importance d'intervenir sur les causes des problèmes, de favoriser d'abord et avant tout la promotion collective, et tout cela, avec les gens concernés.

Il ne me serait pas venu à l'esprit qu'un jour, je ferais une communication dans le cadre d'un Séminaire sur le développement économique régional. Je veux donc préciser que ma formation est sociale, que mes préoccupations essentielles, et dois-je le dire, de plus en plus nombreuses, relèvent du «social collectif», des rapports inégaux et discriminatoires entre les personnes, selon qu'elles sont de telle classe, de telle race, de telle couleur, de telle croyance, de tel âge, des rapports inégaux et discriminatoires entre les hommes et les femmes, entre les pays.

Donc des privilèges des uns, des exclusions des autres. Une question éminemment politique et économique!

Je suis également convaincue que le droit de vivre décemment et dignement, le pouvoir de choisir, de s'exprimer, d'être libre, de se développer, est intimement lié aux moyens dont on dispose, auxquels on a accès et que l'on maîtrise.

Des moyens que la grande majorité des décideurs considèrent comme étant davantage une fin : le développement économique.

Comme femmes, nous savons toutes que notre autonomie financière, sans être garante de toutes les autres, en est une base incontournable.

Eh bien, c'est sans doute pour cela que, même si l'économie me fait encore peur, et qu'elle m'interroge,

je suis dedans, cherchant à l'inscrire dans mes analyses et mes pratiques, cherchant également à la replacer là où, me semble-t-il, elle doit être : au service de la personne humaine, de la justice sociale, de l'équité, du développement social.

Je suis dedans par mon travail et par ma militance, et je crois qu'un développement économique sans finalités sociales institutionnalise l'individualisme et l'injustice, je crois également qu'un développement social qui ne tente pas de prendre en compte l'économie est déraciné de la réalité, celle du chômage, de la pauvreté et de l'exclusion, celle de l'enrichissement d'une minorité aux dépens du respect des droits humains individuels et collectifs les plus fondamentaux.

C'est à travers mon «tracé» personnel, entremêlé d'idéalisme et de contact avec de multiples réalités, à travers des échanges et des confrontations avec des hommes et des femmes de différents horizons, mon implication dans le développement communautaire de la région des Bois-Francs et auprès de femmes de pays africains que se renforcent certaines de mes convictions, que se perdent certaines de mes illusions et qu'augmentent mes interrogations. Vous le sentirez sans doute dans mon exposé. Et si le macro, le global, me donne des vertiges, si le micro, les personnes et leurs organisations demeurent pour moi mon aliment principal et mon espoir, je crois qu'un bon dosage des deux est essentiel et constitue un défi. On travaille, on vit dans des systèmes et avec des personnes. Je crois beaucoup aux visions globales, à l'interdimensionnel, à l'intersectoriel, aux projets qui ont une portée large tout en étant très enracinés dans les milieux, portés, gérés, maîtrisés par les personnes concernées.

Je vais donc essayer de partager avec vous une expérience concrète d'appui à des activités économiques auprès de femmes africaines, dans le cadre de projets de développement international.

Analyse féministe

(A p p r o c h e G e n r e e t D é v e l o p p e m e n t)



Personnellement, je suis convaincue de la nécessité de tels projets, car j'ai compris depuis longtemps et à la suite de plusieurs femmes que l'amélioration des conditions de vie de la population ne signifie nullement que les hommes et les femmes y participent et en bénéficient de façon égale, que les lois, les traditions, le langage, l'éducation, la division du travail, la religion, les institutions et les structures relèvent d'une organisation sociale, politique et économique qui modifie ou restructure, remet en cause ou renforce les relations inégales entre les hommes et les femmes.

Je travaillais dans un cadre de promotion féminine et il était important de préciser, dès le début, certaines orientations et lignes directrices devant servir de référence aux grandes actions et aux activités.

Je dois également ajouter que si les milieux, les activités, les pratiques diffèrent, les valeurs féministes, les convictions, les grandes orientations sont les mêmes.

Ici comme ailleurs, je crois profondément que toute personne peut identifier ses problèmes, leurs conséquences et leurs causes et trouver les meilleures solutions. Il s'agit qu'elle ait accès à la connaissance, qu'elle ait le plus grand éclairage possible sur la réalité, qu'elle soit appuyée dans ses choix.

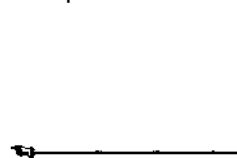
Comme vous le savez, l'amélioration des conditions de vie des populations est ou a déjà été au coeur du discours propre au développement international.

Depuis plusieurs années, les femmes des pays du Tiers-Monde ont fait la démonstration que, trop souvent, le «développement» et les projets de développement les ont desservies. Elles ont démontré que la plupart du temps, seule la force de travail des femmes a été utilisée dans les actions et les projets de développement et que leurs conditions de vie se sont détériorées sur presque tous les plans.

Les «développeurs» ont également pris conscience que les femmes représentent un atout majeur du développement :

- par leur poids démographique,
- par leur plus grande stabilité dans les villages, les terroirs par rapport à une hausse constante de l'exode des hommes,
- par leur volonté de lutter pour améliorer le bien-être socio-économique de leur famille.

Ils ont donc consenti, sous la pression des femmes, des féministes du Sud, appuyées par les femmes, des féministes du Nord, à ce qu'il y ait des projets spécifiquement féminins.



Orientations et stratégies

Il fallait donc, à notre avis, que le projet contribue :

- à l'amélioration des conditions de vie des femmes;
- à l'amélioration de leur position sociale;
- à l'émergence, le développement et le renforcement de groupements féminins;
- à l'information et la formation des femmes à tous les niveaux;
- à la reconnaissance des femmes comme agentes de développement.

Amélioration des conditions de vie

Les responsabilités des femmes dans la communauté sont de plus en plus lourdes, à cause de la migration des hommes. De plus en plus de femmes se retrouvent cheffes de famille de fait, sans avoir le statut équivalent leur permettant d'avoir accès à la terre, à la propriété, à la gestion autonome, à la décision et aux bénéfices. En plus d'assurer l'approvisionnement en eau, en bois de chauffe, la transformation alimentaire, le soin des enfants, elles sont contraintes de prendre en charge la subsistance de la famille.

L'autonomie économique des femmes devient alors un enjeu primordial et passe par l'augmentation durable de leurs revenus propres, à travers la réalisation d'activités économiques rentables. On a choisi de travailler avec les femmes «petites entrepreneures».

Plusieurs facteurs limitent les femmes dans leurs activités économiques :

- emploi du temps très chargé;
- nombreuses grossesses rapprochées;
- mobilité réduite;
- accès limité aux moyens de production (terre, crédit, technologies appropriées, adéquates et gérées par elles, équipements collectifs);
- peu ou pas de maîtrise de ces ressources;
- contraintes sociales et culturelles (coutumes, croyances, responsabilités).

Amélioration de la position sociale des femmes

Le lien est direct et très fort entre l'autonomie économique des femmes et leur position dans la société. Même si les femmes ont un pouvoir d'influence au sein du couple et de la famille, même si ce sont elles qui ont l'entière responsabilité de l'éducation des enfants et qu'à ce titre elles forment les femmes et les hommes de demain, même si dans certaines sociétés, quelques femmes ont une position sociale importante et reconnue au niveau de la politique villageoise, des chefferies traditionnelles et à l'intérieur d'organisations comme les coopératives, ce sont les hommes qui jouent le rôle principal et décisif.

Les femmes sont tenues à l'écart des grandes orientations de développement et des lieux de décision. Pourtant les projets de développement ont de grandes conséquences sur leur vie, leur statut et leurs rapports avec les hommes.

Une amélioration de leur situation sociale se traduira de façon significative :

- par la reconnaissance et la valorisation de leur rôle, de leur travail au sein de la société et dans les actions de développement;
- par une visibilité politique à tous les niveaux;
- par une plus grande liberté d'expression;
- par l'augmentation de leur influence décisionnelle.

Appui aux groupements féminins

Les organisations des femmes favorisent leur participation à la vie sociale, économique, culturelle et politique de leur société. Traditionnellement, les femmes se regroupent pour des tontines (épargne collective informelle), des corvées, des fêtes. À travers un groupement, les femmes peuvent mettre en oeuvre des actions qui répondent à leurs besoins et à leurs intérêts. Un groupement féminin organisé et dynamique peut devenir le point de départ d'une action de développement.

En plus de favoriser la pérennité des actions, le groupement est également une école dans laquelle les apprentissages sont nombreux :

- prise de parole, affirmation de soi;
- concertation au niveau des orientations, des analyses, des mécanismes de gestion, des prises de décisions;
- responsabilisation par rapport aux actions, aux rôles et tâches de chaque membre;
- valorisation des savoirs et savoir-faire;
- force accrue pour la défense de leurs droits;
- échanges d'informations.

Développer la vie associative, motiver et favoriser le dynamisme des groupements contribuent à améliorer la vie des femmes, à assurer une action durable et des activités plus efficaces et continues.

Développement

Les femmes demandent à être associées aux prises de décision, aux orientations, à la formulation des stratégies de développement national, régional et local. Elles veulent qu'on les reconnaisse comme citoyennes à part entière, sans discrimination au niveau de la scolarisation, de la formation, de l'emploi, des secteurs d'activités, des instances décisionnelles. En fonction des rôles qu'elles jouent, elles ont des besoins spécifiques dont on doit tenir compte dans les plans de développement. Les priorités de développement doivent être identifiées par toutes les forces vives de la société : hommes et femmes.



Information et formation

Un des grands apports des groupements, c'est de permettre une circulation de l'information et d'être un lieu d'accès à des formations variées selon les besoins des femmes et des actions qu'elles entendent développer.

L'information et la formation favorisent la reconnaissance de leurs compétences, permettent aux femmes de développer leur aptitude à gérer leurs projets, leur organisation, de vivre des initiatives positives. Le fait de détenir un savoir spécifique constitue un avantage dans les rapports sociaux. Le savoir traditionnel des femmes n'a pas été valorisé par les projets de développement, tout comme leur travail, les deux étant étroitement liés. Ce savoir a un avantage à être reconnu, revalorisé, utilisé, ce qui n'exclut pas l'importance et la nécessité que les femmes aient accès au savoir moderne et technique afin de maîtriser leur travail de production et de reproduction.

Lignes directrices

On a également tenté de traduire ces orientations en lignes directrices :

Par rapport aux groupements

- appui aux groupements féminins dans le but de renforcer la solidarité et l'esprit communautaire;
- appui à la structuration des groupements afin qu'ils soient gérés démocratiquement par les femmes-membres, qu'ils survivent à une action ponctuelle et deviennent «des moteurs» de développement dans leur milieu;
- appui à des échanges intergroupements de façon à stimuler l'action et à connaître d'autres initiatives.

Par rapport à l'approche

- respect de l'organisation sociale afin de réduire les obstacles, de ne pas isoler les femmes et de maximiser l'impact des projets au niveau de l'ensemble du village;
- approche qui favorise la participation, l'implication, la rétroaction constante avec les femmes et le milieu (recherche-action-formation);
- approche qui prend en compte le genre dans l'analyse du milieu et des besoins;
- contrepartie fournie par les femmes sous forme de ressources humaines, matérielles et financières;
- incitation à l'épargne pour favoriser l'investissement dans des biens plus durables;
- encadrement régulier, suivi et évaluation continue.

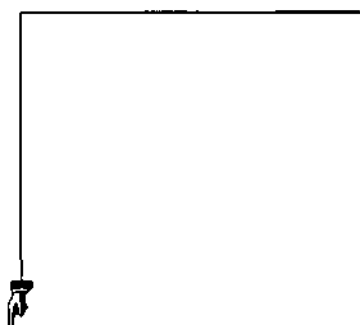
Par rapport aux femmes

- implication des femmes des groupements dans toutes les phases de réalisation des projets (étude de milieu, identification de projets, critères de choix des femmes participantes, étude de faisabilité, planification, exécution, suivi-évaluation);
- prise de décision assurée par les femmes dans la réalisation des projets tout en respectant l'organisation sociale villageoise et la complémentarité d'action avec les autres acteurs sociaux;
- reconnaissance et valorisation des savoirs et des savoir-faire des femmes.

Par rapport aux projets

- appui aux projets à caractère socio-économiques, viables et rentables;
- gestion des projets assurée par les femmes elles-mêmes;
- formation adaptée intégrée dans chacun des microprojets (alphabétisation, gestion, formation technique);
- projets s'adressant à un groupe de femmes même si les actions peuvent être menées individuellement et procurer des bénéfices individuels;
- respect des capacités d'absorption de chaque groupement.

Conditions de succès

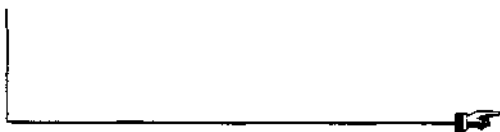


Étapes

1. Étude du milieu, identification des problèmes et des besoins, choix des priorités et du projet, organisation du groupement; (document de projet et protocole d'accord);
2. Démarrage et formation des membres du comité de gestion, à la gestion et à la vie associative (alphabétisation au préalable, si nécessaire, formation technique) pour favoriser la maîtrise de leur projet et éviter l'ingérence extérieure;
3. Suivi mensuel;
4. Évaluation mi-parcours (rectification ou modification);
5. Bilan (forces et faiblesses du projet, degré d'autonomie du groupement, modalité de rétrocession d'une partie des fonds à un autre groupement).

- Les projets eux-mêmes, les secteurs d'intervention, leurs conditions de réalisation et leur impact socio-économique (pour la durabilité);
- Le dynamisme, la mobilisation et la détermination des femmes participantes et l'appui des femmes lettrées (sage-femme, enseignante, grande commerçante, etc.);
- Des femmes regroupées qui identifient, participent à toutes les étapes et gèrent elles-mêmes leur projet;
- Les facteurs socio-culturels sont pris en compte;
- Les autorités coutumières, administratives, religieuses et les hommes des milieux concernés sont associés au processus d'implantation des projets de façon à ce qu'ils acceptent d'appuyer les groupements féminins dans la réalisation de leur projet sans s'ingérer;
- La réalité sociale globale, les rôles et les relations qu'ont les hommes et les femmes et les femmes entre elles au sein d'un système social et familial donné sont prises en considération dans l'approche;
- Entente entre les femmes et concertation avec les acteurs sociaux;
- Approche spécifique pour les femmes pour l'alphabétisation et la formation;
- Méthodologie axée sur le changement social (RAF) et dont l'objectif est de répondre aux difficultés concrètes des personnes se trouvant en situation problématique par l'implication de tous les acteurs concernés;
- Visibilité des réussites (modéliser l'intervention, stimuler les initiatives);
- Création de fonds propres et mise en place d'un processus de désengagement.

Exemples de projets



- Boutique villageoise;
- Épargne-crédit pour activités commerciales diverses;
- Vendeuses de poissons;
- Embauche ovine;
- Restauratrices.

Quelques obstacles et difficultés

Bilans, leçons et questions

- Taux d'analphabétisme élevé chez les femmes, peu de ressource pour la formation, pas d'approche spécifique aux femmes pour la formation technique, (le savoir administratif est entre les mains de quelques individus);
 - Danger de reproduire, au sein des organisations des femmes, la hiérarchie traditionnelle;
 - Ingérence (parfois) des autorités administratives et/ou des hommes dans la gestion du projet;
 - Facteurs culturels (polygamie, système de castes; statut des femmes, manque de mobilité, etc.); politiques (nombreux partis, division au sein des femmes sur des bases partisans);
 - Durée trop courte de l'appui;
 - Absence de groupements féminins au préalable;
 - Absence de volonté politique pour affirmer l'importance de l'équité entre hommes et femmes et changer certaines politiques (action macro);
 - Absence de maîtrise des filières économiques et commerciales, donc difficulté d'approvisionnement et d'écoulement.
- Développement de l'épargne sous forme variée;
 - nouveaux savoirs (alphabétisation, gestion; développement organisationnel de base, technique);
 - Reconnaissance des acquis des femmes;
 - Prise de parole;
 - Apprentissage de l'exercice démocratique égalitaire;
 - Achat et vente en commun;
 - Augmentation de revenus (indicateurs : santé, alimentation, éducation, logement, services);
 - Solidarité, promotion collective;
 - Consultation au niveau du développement du village, crédibilité;
 - Changements dans les comportements d'ordre culturel : réduction des contraintes imposées aux femmes;
 - «J'ai maintenant une adresse», fierté et valorisation;
 - Le collectif favorise une vision d'un développement lié aux besoins et aux ressources, un développement en équilibre mais également dans certains cas :
 - Augmentation des responsabilités financières des femmes;
 - Retrait de certains hommes de leurs champs de responsabilités habituels;
 - Appropriation des secteurs porteurs par les hommes;
 - Danger de renforcer les classes existantes;
 - Nécessité d'un minimum de bien-être au début;
 - Nécessité d'une intervention macro.



Conclusion

La pauvreté, le chômage, la dépendance, l'exclusion ont des causes sociales et économiques et reposent sur des choix politiques.

Mes expériences de femme de terrain, tant en développement international qu'en développement communautaire, ainsi que ma réflexion ont renforcé ma conviction selon laquelle il est très important de s'impliquer dans des activités qui «poursuivent un objectif d'efficacité simultanément sociale et économique axée sur la participation et sur la démocratisation du savoir et du contrôle des institutions, bref sur l'*empowerment* des collectivités marginalisées ou en voie d'exclusion.» (Louis Favreau et William A. Ninacs, *Pratiques de développement économique communautaire au Québec: de l'expérimentation sociale à l'émergence d'une économie solidaire*, Rapport abrégé, novembre 1993.)

Un projet féministe de développement

Ginette Génois raconte comment se déroulait chaque étape.

Avant de commencer le travail dans un village, nous rencontrons d'abord les autorités - il y a tout un protocole à respecter avant de rejoindre les femmes -, nous leur expliquons le projet et demandons à rencontrer les responsables de la condition féminine.

Par la suite, nous visitons les autorités administratives. Au Niger, nous travaillions avec les représentantes du ministère de la Promotion féminine qui se trouvaient un peu partout sur le territoire. Il existait également une autre organisation, l'Association des femmes du Niger. On trouve ce type d'association dans plusieurs pays; elles sont décentralisées bien que souvent collées au pouvoir en place. Cette association avait aussi des représentantes dans les villes et villages. Nous formions ces femmes et elles servaient de relais. La formation les aidait à respecter les lignes directrices du projet et permettait de les intégrer dans l'approche.

À l'arrivée au village, nous organisons une rencontre avec les chefs de village. Dans quelques villages où nous avons travaillé, les femmes étaient claustrées et elles n'avaient le droit de sortir que le soir. Nous devons obtenir l'autorisation des chefs du village pour organiser une rencontre avec les femmes. Nous procédions ensuite à une présentation du projet aux hommes qui prenaient les décisions dans le village et avec eux, nous faisons une première évaluation des besoins. Par la suite, on organisait la rencontre avec les femmes. À quelques occasions, les hommes sont restés en retrait pendant la rencontre, mais le plus souvent, la réunion se tenait avec les femmes seules.

À cette rencontre, nous discutons des différents besoins avec les femmes. Nous nous sommes

aperçues que nous étions piégées dans cette démarche. Les hommes avaient le temps de convaincre les femmes des besoins à mettre de l'avant à la rencontre. Nous avons donc inversé le processus : une présentation du projet aux hommes, une discussion sur les besoins avec les femmes et un retour sur la question avec les hommes.

À la première rencontre que nous avons organisée, quatre cents femmes se sont présentées; ça dépassait toutes les attentes. Heureusement, nous avons apporté des porte-voix et nous avons tenté de former des plus petits groupes. Le travail des animatrices-terrains est essentiel à cette étape de l'étude de besoins. Elles questionnent les femmes pour qu'elles formulent tous les besoins présents dans le village. Dans la plupart des villages, les femmes ont évoqué des problèmes liés à la santé et à l'éducation, à l'absence d'un puits, à l'éloignement grandissant des sources de bois.

Par la suite, nous parlions du projet de développement économique. Nous devons éliminer tous les projets à consonance sociale et amorcer la discussion sur les projets économiques à retenir. Dans un village, par exemple, le projet retenu consistait à créer une boutique villageoise qui rendrait accessibles, au coeur même du village, les produits de première utilité. Pour les femmes, aller à la ville prend du temps, de l'argent et s'avère dispendieux parce que les produits y sont plus chers. Les animatrices interrogeaient ensuite les participantes sur le projet : qui va acheter les produits? y a-t-il de la concurrence dans les villages environnants? les gens vont-ils changer leurs habitudes pour acheter à ce magasin? quels produits achèteront-ils et à quel prix? etc.

Après l'étude de besoins, l'équipe se divisait en deux groupes. Un groupe travaillait avec les femmes et l'autre procédait à l'étude du milieu. Ce groupe rencontrait les autorités responsables de la santé et de l'éducation, faisait l'identification des ressources disponibles, établissait l'accès aux ressources, à la santé, à l'éducation, à l'eau à partir du modèle du «Genre et développement». Ce modèle, je le rappelle, permet de définir ce qui est accessible aux hommes ainsi qu'aux femmes dans la même sphère d'activité et il permet d'identifier qui en a la maîtrise. Par exemple, une femme peut avoir accès à la terre, mais elle n'en a pas nécessairement la maîtrise; elle peut, par conséquent, en être privée à tout moment par son mari ou par le chef.

En ce qui concerne la construction d'une boutique, il fallait s'interroger sur plusieurs dimensions : le projet pourra-t-il s'installer dans une construction déjà faite, devra-t-on la construire, à qui appartient la bâtisse, à quelles conditions pourra-t-on l'occuper? Dans le projet d'embauché ovine, il fallait savoir s'il y avait de l'eau à proximité, si les femmes en faisaient déjà, si elles pouvaient alimenter les animaux, si elles pourraient vendre les animaux elles-mêmes. De nombreuses femmes n'ont pas le droit de vendre elles-mêmes les produits, elles doivent les remettre à leur mari qui, lui, se rend au marché et les vend. À son retour, il donne le montant d'argent qu'il juge approprié. Nous devons donc examiner des solutions de rechange avec les femmes. L'idée d'un regroupement pour procéder à une vente collective a fait son chemin dans un village et un groupe a essayé de vendre ses animaux par l'intermédiaire de l'agent d'élevage. D'autres groupements n'ont toutefois pas adopté cette façon de faire à cause des retombées négatives qu'ils anticipaient. Cependant, les expériences des unes et des autres ont induit un changement dans la communauté.

Nous devons évaluer régulièrement le projet avec les femmes. Nous utilisons la méthodologie recherche-action-formation (RAF) et on révisait le projet. Travailler un projet avec quatre cents femmes constitue un défi quasi incommensurable

même pour un projet aussi bien défini que celui du crédit-épargne visant l'amélioration du commerce.

Pour que le projet fonctionne, les groupements devaient être viables et gérables par les femmes. Les animatrices ont proposé des groupements de quarante à soixante femmes et elles ont interrogé les femmes pour en définir les modalités d'organisation. Comme le village était divisé en six quartiers, les femmes ont proposé de choisir dix femmes par quartier. Pour elles, il était important que tous les quartiers soient représentés, car parfois certains quartiers rassemblent les membres d'une caste ou d'un métier, et leurs intérêts doivent être pris en considération.

L'étape suivante consistait à établir des critères pour choisir les femmes qui participeraient au projet. Voici quelques exemples de critères de sélection élaborés par les participantes au projet de crédit-épargne: une femme fiable qui pourra rembourser le prêt, qui n'est pas une grosse commerçante, qui exerce son activité depuis longtemps ou qui est influente dans son quartier pour être en mesure de récupérer l'emprunt. Elles ont aussi établi le principe d'une caution solidaire, les dix femmes étaient solidairement responsables de l'emprunt de chacune. Les dix femmes membres du groupe discutaient de chacun des prêts alloués. Les bénéfices générés par le projet pouvaient ensuite servir à l'amélioration de la vie de la collectivité par la construction d'un puits ou d'une école.

Quelques mots sur le retrait des hommes...

Nous désirions mettre en place des facteurs qui favorisent la gestion pleine et entière des projets par les femmes pour éviter que les hommes s'ingèrent dans la gestion. Il est important de renforcer et soutenir les femmes, mais aussi de le faire accepter par les hommes. C'est pourquoi nous tenions des rencontres avec les hommes parce qu'ils pouvaient influencer le déroulement du projet. Nous voulions éviter que ce soient eux qui gèrent le projet. Plutôt que d'affronter, nous avons choisi de convaincre .

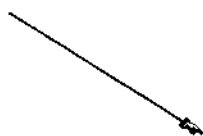
Synthèse de la conférence de Ginette Génois

par les participantes

À la fin de la conférence de Ginette, les participantes se sont à nouveau réparties aux quatre coins de la salle pour plonger dans un «buzz» dont les résultats ont proposé la synthèse qui suit :

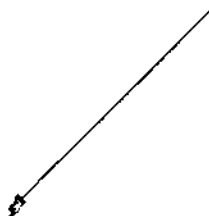
Une analyse féministe : l'approche «Genre et développement»

- Avoir une vision globale de l'économie dans la réalisation d'un projet local;
- Formuler des projets par et pour les femmes;
- Se doter d'une méthodologie pour assurer la continuité des projets.



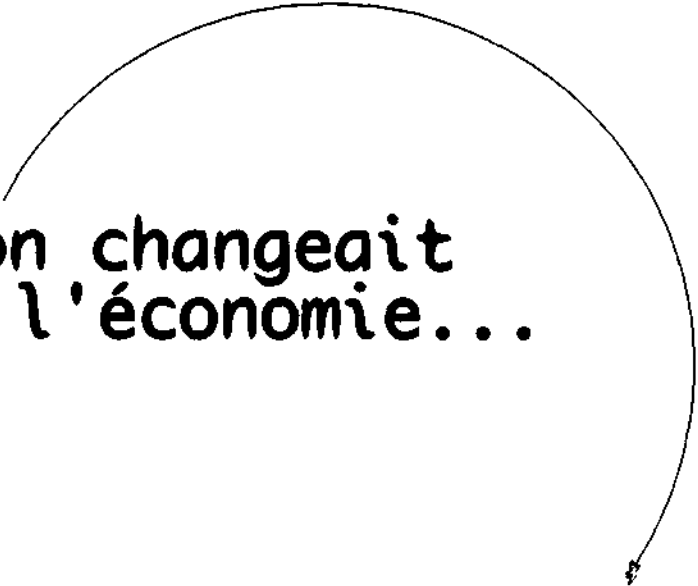
Les orientations et stratégies

- Créer des projets qui apportent des bénéfices aux femmes;
- S'assurer que les femmes contrôlent le projet;
- Une approche : plutôt que de confronter les autorités, les convaincre;
- Faire reconnaître les femmes comme agentes de développement;
- Renforcer les groupements de femmes;
- S'approprier le pouvoir.



Les lignes directrices

- Revaloriser les savoir-faire et les savoirs des femmes;
- Assurer la participation des femmes à tous les niveaux du projet;
- C'est aux femmes d'établir les critères de participation au projet;
- Adapter la formation aux réalités et aux besoins des femmes : apprendre et comprendre dans l'action;
- Assurer la viabilité des projets;
- Etablir des priorités en fonction des besoins des femmes;
- Être réaliste dans les retombées du projet;
- Prendre le temps qu'il faut : ne pas submerger le milieu de ressources extérieures;
- Respecter l'organisation sociale, la culture, les besoins, les limites et les caractéristiques du milieu;
- Éviter de créer une dépendance économique : encourager la contribution financière des femmes au projet, la création d'argent chaud, stimuler l'épargne;
- Définir de nouveaux indicateurs pour mesurer l'amélioration de la qualité de la vie et de la position sociale.



**Et si on changeait
l'économie...**

Une activité placée sous le signe de la créativité où
les participantes ont été conviées à un voyage
dans le temps et à une réflexion sur le rapport des
femmes à l'économie et au développement.

Quatre ateliers, par quatre mises en situation
différentes, visaient à mettre en lumière les valeurs
portées par les participantes en regard du
développement économique et social.

Une première mise en situation

Des questions

- Comment envisagent-elles les négociations avec les autochtones?
- Comment éviter les problèmes et les injustices?
- Quelles activités économiques vont-elles promouvoir?
- Créeront-elles des emplois à caractère social?
- Comment voient-elles les institutions de santé et l'école?
- Y aura-t-il une division sexuelle du travail?
- Comment comptent-elles exploiter les ressources naturelles?
- Comment vont-elles accueillir les colons et leur transmettre leur vision?
- Qu'est-ce que le développement et le progrès signifient pour ce groupe?

Nous sommes en 1608...

Vous et quelques amis avez suivi la visionnaire féministe Marie Painchaud sur le bateau de Samuel de Champlain. Après quelques mois passés à Québec, Champlain charge votre petit groupe, au nom du Roi, de préparer la venue de six cents colons, hommes et femmes, prévue dans un an.

La réponse des participantes...

Un projet de société

Nous proposons une société reposant sur la féminocratie, une société multiculturelle basée sur le respect des autres et de leur culture. Pour y arriver, nous organisons des rencontres avec les femmes autochtones, nous nous informons sur leur culture, leurs habitudes, leur économie, leur organisation sociale, leurs rituels. Nous apprenons la langue et enseignons le français. Nous respectons l'organisation sociale et utilisons les structures existantes. Nous optons pour un processus constant de négociations avec les autochtones.

Une démocratie participative

Les décisions sont prises par consensus et nous évaluons constamment notre travail. Il n'y a pas de police, pas d'armée, pas d'emplois sexués. Nous optons pour la création de cercles de discussion et l'observation du mode de vie pour favoriser l'intégration des nouveaux arrivant-e-s. La participation y est volontaire.

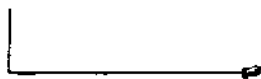
Une méthodologie

Nous nous dotons d'une méthodologie. Pour ce faire, nous étudions les besoins et mettons sur pied des projets qui tiennent compte des forces de chacune. Nous privilégions la création de groupes de travail utilisant les compétences de chacune tout en favorisant une rotation des tâches pour développer la polyvalence. Nous optons pour une approche basée sur le plaisir de faire les choses, Nous reconnaissons aussi le droit à l'erreur.

Une économie basée sur le développement durable et le partage de la richesse

Il n'y a pas d'argent; nous privilégions plutôt l'échange et le troc. L'exploitation des ressources naturelles se fait en tenant compte des besoins et des générations futures. Nous désirons un partage équitable de la richesse.

Une deuxième mise en situation



Des questions ...

Les contraintes :

la Banque mondiale exerce des pressions pour que le Québec rembourse sa dette en un temps record, les corporations menacent d'installer leurs sièges sociaux en Amérique du Sud; les employeurs québécois refusent l'équité salariale; l'association des pères divorcés appelle à la désobéissance civile face à la perception des pensions alimentaires etc. Que faire de l'ouverture des États-Unis alors que le président s'est montré inflexible envers les demandes des femmes américaines? Comment affronter l'embargo canadien alors que le Canada constitue le principal partenaire économique du Québec? Quelles devraient être les priorités de la ministre? Doit-elle mettre l'accent sur l'emploi à caractère social ou sur des emplois durables? Quelles devraient être les règles de négociation et de lobby? Quelles alliances seraient à envisager avec les féministes canadiennes et américaines?

La réponse des participantes...

Une société juste

Pour établir une société plus juste reposant sur un meilleur partage de la richesse, nous désirons entreprendre une réforme de la fiscalité en profondeur et nous voulons en démontrer la rentabilité sociale.

Des alliances et le partenariat

Pour contrer les résistances, nous voulons établir des alliances avec les femmes du Canada et d'ailleurs ainsi qu'avec le monde des affaires. Toutefois, nous devons formuler des règles pour encadrer le partenariat. Ces règles s'inspirent de la façon de faire des centres de femmes. Nous voulons aussi abolir les pratiques de «lobby» et optons pour la mise en place de commissions publiques. Nous désirons la parité de représentation dans toutes les structures qu'elles soient nationales, régionales ou locales.

Nous sommes en
l'an 1 de la
République du Québec

Le parti féministe vient d'être élu. Le Canada, dirigé par le Reform Party, a décrété un embargo commercial contre le Québec. Le gouvernement américain, dirigé par des «pro-vie» notoires, demeure toutefois ouvert au commerce avec le Québec. La députée de votre comté, pour qui votre centre de femmes a travaillé pendant la campagne électorale, est devenue ministre du Développement. Elle organise une tournée de rencontres pour préparer un plan quinquennal. Vous lui rappelez ses engagements envers l'égalité et l'autonomie économiques des femmes. Elle vous signale ses nombreuses contraintes.

Une vision du développement économique

Pour nous, le développement économique et le développement social sont indissociables; par conséquent, ils doivent être réalisés en parallèle et les emplois doivent être socialement utiles et durables. Pour soutenir réellement les régions, nous croyons qu'il faut redistribuer des argents en régions et nous souhaitons créer une banque régionale de femmes pour soutenir la formation, les projets et la micro-économie.

Une troisième mise en situation

Des questions ...

Jusqu'où les femmes sont-elles prêtes à aller?
Quels sont les services essentiels qui seront assurés? Quelles sont les revendications des femmes en vue d'une reconnaissance juste et équitable du travail accompli par les femmes que ce soit en emploi ou à la maison? La reconnaissance du travail des femmes se fait-elle nécessairement par un salaire? Quels seraient les autres moyens de reconnaître le travail des femmes sans porter atteinte à la quête d'autonomie et d'égalité économique? Quelles seraient les propositions concernant le travail au foyer et le travail bénévole des femmes? Quels moyens favoriseraient la reconnaissance équitable des emplois féminins?
Quelles seraient les contradictions possibles entre vos revendications et celles des femmes d'autres pays, notamment les femmes du Tiers-Monde?
Existe-t-il des contradictions entre les revendications des femmes et les aspirations de l'ensemble de la population?

La réponse des participantes...

Les services essentiels

Pour nous, les services de santé constituent le coeur des services essentiels. Nous devons informer les femmes et travailler à impliquer leurs proches dans la lutte. Nous devons formuler des revendications qui répondent aux besoins de la population.

Le travail

Le travail bénévole doit être intégré au travail rémunéré et l'entraide sociale doit constituer une valeur essentielle. Le travail au foyer doit être reconnu de même que les acquis issus de l'expérience; les femmes sont éducatrices, infirmières, comptables, gestionnaires, etc. D'autre part, nous voulons une politique de plein emploi qui ne repose pas sur le travail à temps plein, sur le quarante heures/semaine. Nous refusons la triple tâche et le surtravail. Nous réclamons une augmentation du temps libre et la reconnaissance que le temps passé chez soi possède une valeur indéniable.

Des alliances

Nous souhaitons établir une coalition internationale de femmes : l'Organisation des femmes unies.

Nous sommes en 2001

Les centres de femmes ferment leurs portes pour participer à la grève générale mondiale des femmes. Après une semaine de grève, l'économie mondiale est en crise : la Bourse de New York s'est effondrée, le Fonds monétaire international est en détresse, les gouvernements paniquent, ainsi que les conjoints et les enfants... Le Secrétaire général de l'ONU et le Pape tentent une négociation au sommet avec les représentantes des femmes de tous les pays. La discussion est enflammée dans les centres : vous vivez avec excitation cette occasion unique de transformer le monde avec des femmes de tous les coins de la planète. Vous êtes sollicitées, à travers un réseau électronique (Internet), à formuler vos revendications économiques et sociales essentielles.

Un projet de société

Nous désirons mettre de l'avant un projet de société qui repose sur la non-violence, la parité, l'équité, la justice et qui ne soit pas uniquement orienté sur l'argent. Nous voulons une reconnaissance sociale du travail des femmes. Nous demandons une redistribution de la richesse et des logements décentes. Nous exigeons que la société reconnaisse le droit au bonheur et à la possibilité de jouir de la vie.

Une quatrième mise en situation

Des questions ...

- Comment éviter que les femmes soient renvoyées au foyer comme cela se produit souvent après les guerres?
- Comment les femmes pourraient-elles conserver les emplois non traditionnels qu'elles ont occupés durant la guerre?
- Comment transformer l'industrie de guerre en industrie axée sur le développement social et la protection de l'environnement?
- Que faire des prisonnier-ère-s de guerre?
- Comment éviter que les intégristes ressuscitent?
- Comment faire pour que tous adhèrent au projet de société démocratique, populaire et féministe?
- Le guerre a fait beaucoup de dégâts, de nombreux enfants sont orphelins, qui s'en chargera?
- Quel rôle les centres de femmes devraient-ils jouer désormais?

La réponse des participantes...

Les besoins

Nous sommes d'abord préoccupées par les besoins de la population. Pour nous, il importe d'être constamment connecté aux besoins de la base. Ainsi, les besoins sociaux doivent précéder les impératifs économiques.

La représentation et la démocratie participative

Les femmes doivent être présentes à tous les niveaux et elles doivent investir tous les lieux de pouvoir pour y promouvoir leurs valeurs. La rotation des tâches doit être privilégiée ainsi qu'un va-et-vient entre le travail à la base et la participation aux instances décisionnelles. La démocratie participative doit reposer sur la participation au niveau local.

Le développement local et mondial

Nous voulons adopter une vision mondiale du développement local; nous voulons élaborer des plans de développement locaux qui s'intégreraient dans un cadre général tout en prenant en considération le contexte international. Nous proposons donc une vision globale reposant sur le développement local. Le développement local doit se conjuguer au développement social et environnemental et intégrer l'ensemble des besoins psychosociaux. Nous souhaitons procéder à une redistribution équitable des ressources planétaires et nous voulons consacrer des sommes plus importantes aux projets des femmes.

Nous sommes en 2012

La 3e Guerre mondiale vient de prendre fin. Les forces démocratiques, mouvements féministes inclus, rassemblées sous l'étendard de l'ONU, ont battu en brèche les forces intégristes de toutes tendances : chrétiens pro-vie, islamistes, néo-facistes, etc. Les femmes ont été de tous les combats et ont eu les mêmes pouvoirs que les hommes dans tous les champs d'activités, y compris sur les champs de bataille. Les centres de femmes du Québec ont combattu les intégristes locaux, ont mobilisé les femmes au combat et ont caché des réfugié-e-s politiques. La guerre est finie, une nouvelle ère commence...

Elles ont rêvé d'un monde différent ...

*Une plénière, des valeurs communes ..
et une vision du développement...*

DES CONVERGENCES...

Le partage de la richesse, l'équité et la justice...

Le partage de la richesse doit s'opérer dans l'équité et la justice; l'argent doit disparaître. Les femmes n'en peuvent plus d'entendre le discours traditionnel sur les exclu-e-s, ce discours qui veut que ce soit eux qui coûte cher à tout le monde. Tous et toutes doivent avoir droit au bonheur.

Un partenariat librement consenti...

Le partenariat doit être librement consenti et n'a pas à se réaliser à tout prix. Des règles doivent être formulées pour l'encadrer. Le partenariat véritable repose sur une condition préalable essentielle : l'égalité entre tous les partenaires. Des pressions doivent être exercées pour faire accepter les valeurs féministes.

Le plein emploi et le travail au foyer...

Comment faire reconnaître le travail au foyer? Certains moyens pourraient être envisagés. Par exemple, dans une perspective d'équité et de partage des tâches, chacun des conjoints pourrait, en alternance, passer six mois au travail pendant que l'autre reste à la maison. Dans une perspective de plein-emploi, le temps supplémentaire devrait également être aboli, et ce, y compris dans les groupes populaires et communautaires.

Le développement local dans le développement global...

La «féminocratie» est marquée par la transparence et par un travail constant avec la base. Les développements politique, économique et social doivent être réalisés de façon intégrée. Les femmes veulent un développement local qui s'insère dans le développement global, et un développement global qui tienne compte du développement local. Bref, une vision «micro» pour tout!

Des élu-e-s branché-e-s sur la base...

Les élu-e-s doivent demeurer «connecté-e-s» aux besoins de la base tout comme ils-elles doivent la consulter régulièrement et lui être imputables.

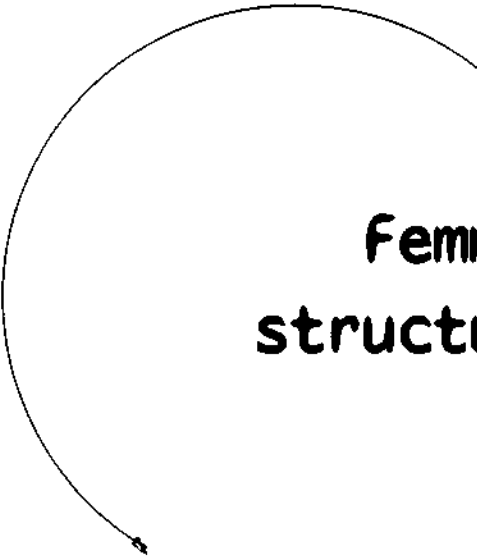
Une organisation mondiale des femmes...

L'idée d'une organisation mondiale des femmes soulève l'intérêt dans la mesure où elle ne contribue pas à créer une élite, où elle s'inscrit dans une perspective d'échange des expériences et des savoirs, et où elle agit dans le respect des valeurs culturelles des autres communautés et peuples.

ET UN DÉBAT À POURSUIVRE...

Le revenu familial minimum...

Des participantes suggèrent que le «salaire familial total» serve d'étalon de mesure pour établir le revenu minimum garanti. Certaines femmes s'interrogent toutefois sur l'impact d'une telle mesure si le salaire des femmes est inclus dans ce calcul. Cette revendication ne risque-t-elle pas de faire reculer les femmes du point de vue de leur autonomie économique et financière?



Femmes, pouvoir et structures régionales

Lors de deux ateliers, Marie Auger, conseillère municipale à Victoriaville, et Carmen Houde, consultante en développement, ont présenté leurs expériences respectives. Elles nous ont également indiqué leur stratégie pour faire passer une vision féministe dans les structures du développement régional. En plénière, les participantes ont ensuite discuté des moyens à mettre en place pour faciliter l'accès des structures aux femmes.

Elles ont aussi réfléchi aux stratégies à adopter pour assurer la représentation des femmes et pour garantir que le point de vue féministe et les priorités des femmes soient véritablement entendus et pris en considération.

Marie Auger

D'abord permettez-moi de me présenter.

Mon nom est Marie Auger. Je suis actuellement responsable de la gestion et de l'animation de la Place communautaire Rita-St-Pierre à Victoriaville (édifice regroupant une quarantaine de groupes communautaires ayant pour la plupart un rayonnement régional; ce sont des organismes sans but lucratif, à fonctionnement démocratique et qui visent un changement social).

Je suis aussi conseillère municipale à la nouvelle ville de Victoriaville (ville de 38 000 habitants résultant de la fusion de trois anciennes municipalités : Victoriaville, Arthabaska et Ste-Victoire d'Arthabaska) et ville-centre dans la région des Bois-Francs et dans la MRC d'Arthabaska. Comme conseillère, j'assume la responsabilité du dossier d'urbanisme, de la révision du schéma d'aménagement régional à la MRC d'Arthabaska, je siège aussi au conseil d'administration de la Corporation de développement économique des Bois-Francs et au comité de la récupération/recyclage.

J'ai un conjoint et trois enfants.

J'ai choisi d'aller en politique active pour influencer le pouvoir et parce que j'avais des choses à dire et je souhaitais que mes idées passent.

Je me suis d'abord présentée, à l'âge de 18 ans, candidate au poste de commissaire d'école à Lévis. Je fus défaite. J'ai déjà été membre de comité d'école où j'ai contribué à orienter le choix des volumes de la bibliothèque scolaire afin que des bandes dessinées, où ce sont des filles les héroïnes, puissent se retrouver

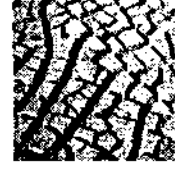
sur les tablettes. Je me suis engagée profondément comme militante à la Maison des femmes des Bois-Francs dans presque toutes les causes des femmes. J'ai amené sur la scène du Québec tout entier la bataille sur le prix extravagant exigé par les médecins pour les stérilets. Que voulez-vous, je suis et demeure féministe. En 1982-1986-1990 et 1993, je fus candidate au poste de conseillère municipale à Victoriaville. Après avoir subi deux défaites, je fus élue en 1990 et réélue en 1993.

Permettez-moi de vous dire qu'être élue est une chose, mais être réélue en est une autre.

Depuis 1988, j'assume aussi la responsabilité de gérer et d'animer un édifice de 60 000 pi² où 150 personnes travaillent de façon quotidienne.

Comment accéder à ces divers lieux qui permettent d'influencer les décisions car rappelons-nous : nous pouvons influencer par ce que nous sommes, par ce que nous faisons, par nos alliances, par notre affirmation, par notre ouverture à certains compromis, par notre expertise, par notre persévérance, par notre raisonnement rationnel, par les émotions.

Lors de mon premier mandat comme conseillère municipale, je n'avais pas cru bon d'établir des alliances avec mes collègues. Je me disais que si mon idée était bonne, elle devait normalement passer. J'amenais mes dossiers à la table du conseil comme je le faisais à la Maison des femmes, de façon spontanée sans penser que cela pouvait être menaçant. Que de



murs se sont élevés devant moi. J'ai appris, je me suis blessée. Ce qui m'a supportée, c'est un réseau de femmes (hors pouvoir) qui faisaient une critique constructive. Ce fut aussi un noyau de citoyens et citoyennes de mon quartier qui m'ont encouragée.

Mes réussites : tenir à chaque année depuis 1 990 une rencontre des gens de mon quartier afin de les informer de l'avancement des dossiers en souhaitant leur critique et en développant avec eux des pistes de solutions, avoir fait en sorte que mes collègues du Conseil respectent la loi qui interdit de faire payer les dépenses des conjoint-e-s par la municipalité, avoir participé à la réalisation du dossier de fusion des municipalités, avoir fait en sorte que les citoyen-ne-s se sentent plus impliqué-e-s dans l'élaboration du plan d'urbanisme, avoir porté à bout de bras le dossier du Festival de musique actuelle de Victoriaville, avoir été invitée à prononcer des conférences dans d'autres villes sur le dossier des fusions de villes et sur la participation de notre ville dans le développement communautaire, avoir fait en sorte que le maire souligne publiquement la fête du 8 mars, avoir obtenu la démolition d'un édifice désaffecté de mon quartier par une mobilisation des gens de mon quartier.

Mes défaites : ne pas avoir réussi à convaincre mes collègues du Conseil de ville (1er mandat) d'adopter une politique de discrimination positive à l'embauche des femmes dans la municipalité, ne pas avoir eu l'appui d'une majorité de mes collègues quant à la suspension d'un employé fautif (je trouvais la mesure trop sévère), ne pas avoir encore réussi à susciter un langage plus féminisé chez mes collègues.

Mais j'ai appris... à faire un peu plus preuve de souplesse, à ne pas courir tous les lièvres à la fois, à me pardonner mes erreurs, à continuer à bien travailler mes dossiers et surtout à permettre aux citoyen-ne-s de

mon quartier de s'engager dans la recherche de solutions aux problèmes. Je fais davantage de lobby. C'est très souvent la méthode première des hommes et je suis la seule femme à mon conseil. Cela m'est profitable. La seule chose que je ne laisse pas passer... l'injustice... je la dénonce.

Quelques mots sur les qualités que je considère comme requises, que l'on soit à l'un ou l'autre des paliers électifs :

- avoir la piquûre et l'intérêt;
- avoir les mains nettes (être libre de dire ou de choisir)
- s'affirmer;
- connaître ses limites le plus possible (pour mieux se protéger);
- travailler;
- se faire confiance (les femmes ont géré des petits budgets avec très souvent beaucoup d'imagination et de recherche de solutions alternatives au modèle traditionnel).

Finalement, pour faire passer une vision féministe dans les structures du développement régional, je dirais qu'il faut d'abord et avant tout avoir une vision féministe et être le plus possible présente dans ces structures; en y étant élue, déléguée d'un organisme, militante, membre d'un comité lobbyiste. Que vous soyez au Conseil régional de développement, à la régie régionale, à la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre, au conseil d'administration de votre caisse populaire, au conseil de ville, au conseil d'administration de votre CLSC.

Je crois fermement au pouvoir du nombre. Plus nombreuses nous y serons, plus notre façon de voir les choses et l'amélioration des conditions de vie des femmes (et, découlant de cela, celles des autres) s'imposeront.

Après une implication de 7 ans dans un centre de femmes j'évolue depuis 3 ans dans le milieu du développement touristique et local, j'ai ainsi piloté un projet de développement touristique : la construction d'une tour d'observation à St-Fortunat, un village de 270 habitants. Ce projet est soutenu par l'organisme local de loisir. C'est un projet qui exige la concertation avec la municipalité, les loisirs, les commerçants et les instances de tourisme et de développement régional.

J'ai également participé à la rédaction du projet, à la recherche de financement, à la coordination des travaux de construction. Nous élaborons présentement un plan de développement qui aura comme pivot la tour d'observation. Nous sommes également passés par plusieurs paliers décisionnels, plusieurs ministères, plusieurs programmes dans nos différentes démarches de recherche d'appui et de financement.

Je n'ai pas rencontré beaucoup de femmes dans les différents lieux décisionnels. Par contre, la rencontre d'une seule femme a suffi pour faire la différence dans notre dossier. Parce que cette femme occupait un poste stratégique, qu'elle a cru en notre projet et l'a financé, il a été ensuite plus facile de convaincre les autres bailleurs de fonds.

La plus grande difficulté rencontrée était celle de nous faire prendre au sérieux. Nous tentions de vendre la beauté des paysages, l'observation des oiseaux et des étoiles, mais nous avions peu de chiffres à l'appui, ce qui était difficilement compatible avec les grilles d'analyses des programmes. Et c'est le regard d'une femme, dans un poste clé, qui a réussi à faire la différence.

Il est donc important d'avoir des femmes dans les structures décisionnelles, comme il est aussi important que ces femmes au pouvoir encouragent les projets de femmes et donnent la chance aux coureuses.

Mais où sont-ils ces lieux de pouvoir? Quelles structures doit-on investir? Le politique, l'économique, le socio-économique, l'informel...?

Des femmes de la région O4 (Mauricie, Bois-Francs) se sont battues pour participer à la nouvelle structure régionale de développement, le Conseil régional de développement (CRD). Elles ont obtenu un siège-femmes, mais ce fut de chaude lutte. Une fois dans la structure, les femmes sont passées à l'action. Les groupes de femmes se sont concertés et ont présenté des projets concrets à réaliser avec cette structure. Les femmes ont ainsi gagné en crédibilité auprès des décideurs.

Les femmes doivent être présentes là où l'on décide des priorités, là où l'on analyse les projets. Mais on doit aussi se servir des réseaux informels, de nos alliances.

Les structures régionales sont faciles à identifier, mais les lieux décisionnels ne sont pas toujours apparents au niveau local. Il faut connaître ces lieux et ces réseaux d'influence qui changent d'une place à l'autre : les clubs sociaux et les institutions financières peuvent être très importants à ce niveau.

J'ai connu quelques réseaux informels qui fonctionnaient très bien. Aussi, «une gang de chums de filles» qui côtoient les différents lieux de pouvoir peuvent mettre à profit les informations qu'elles possèdent, et faire circuler cette information.

En résumé, plusieurs stratégies s'offrent à nous. Tout d'abord, il faut bien identifier les lieux de pouvoir; se doter d'outils financiers spécifiques aux femmes; se donner des formations; entretenir des alliances; former des réseaux; faire connaître les projets qui marchent. Ensuite, on doit continuer à exiger des projets, de l'argent, des postes, des sièges qui sont spécifiques aux femmes.

La plénière

POUR CHANGER LES CHOSES...

Des mesures de soutien...

La participation aux structures décisionnelles exige des disponibilités, du temps et des énergies énormes. Et le nombre infinitésimal d'hommes au foyer rend d'autant plus difficile l'engagement des femmes dans les structures de pouvoir. Il n'est donc pas surprenant que le recrutement de femmes intéressées à occuper des postes électifs se révèle particulièrement ardu. Par conséquent, les centres devraient, par des mesures concrètes, soutenir les femmes qui se présentent à des postes électifs ou qui participent aux structures décisionnelles.

Ces mesures pourraient inclure un soutien émotif, technique et financier des femmes. La création d'une fondation pour soutenir les femmes financièrement, un réseau d'hommes au foyer, des cercles d'amitié et de support, des groupes de marrainage, des réseaux de gardiennage apparaissent comme autant de solutions.

Des activités de formation...

Par ailleurs, pour permettre à un plus grand nombre de femmes d'accéder aux structures de pouvoir et d'y participer pleinement, les centres de femmes devraient offrir des activités de formation. Ils devraient aussi travailler activement à préparer la relève en éduquant les jeunes femmes.

Cependant, toutes s'entendent pour dire que concilier les responsabilités familiales et le travail de représentation s'avère de la haute voltige. Et relever ce défi est quasiment impossible pour les femmes monoparentales. Les travailleuses des centres de femmes affrontent aussi quotidiennement ces dilemmes : des mandats et des besoins énormes, des ressources en temps et en argent fort limitées, un tiraillement constant entre les multiples priorités. Le travail quotidien dans les centres de femmes nécessite déjà de jongler avec les trois formes d'autonomie : l'autonomie affective, sociale et économique. Et c'est tout un contrat! Par conséquent, il faudrait établir des priorités.

Dans un premier temps, les centres pourraient recruter et former des femmes disposant de temps, ayant le goût de s'engager et n'étant pas écrasées sous le poids des obligations familiales. Il serait ainsi possible d'envisager, à court terme, une participation accrue des femmes aux structures décisionnelles. Une première étape, en quelque sorte...



Et le pouvoir? Pourquoi pas autrement!

LE POUVOIR AUTREMENT...

Les femmes ont-elles suffisamment de pouvoir et d'argent? Nous sommes toutes convaincues que les femmes devraient investir les lieux de pouvoir. Mais nous avons souvent peur d'affirmer que nous voulons du pouvoir et de l'argent. Il faudrait cesser d'avoir peur, cesser de se victimiser et clamer haut et fort que les femmes ne veulent pas le pouvoir pour le pouvoir, elles veulent le prendre pour l'exercer autrement.

Il nous faudrait adopter une façon de voir différente. Nous devrions maximiser les différents acquis des centres et des femmes en identifiant tous les gains, même les plus petits. D'autre part, il nous faut affirmer et faire reconnaître que nos microprojets sont aussi importants que les mégaprojets des grandes corporations ou des institutions.

Nous devons reconnaître le pouvoir que les femmes et les centres exercent déjà et le consolider. Il nous faudrait ensuite l'étendre ailleurs et continuer de le pratiquer de façon différente. Notre pouvoir doit nous ressembler. La gestion d'un centre de femmes constitue un lieu de pouvoir; le regroupement des centres, au sein de l'R, constitue une autre forme de pouvoir : le pouvoir du nombre. Il est nécessaire de démystifier et de s'appropriier le pouvoir. Quand les centres permettent aux femmes de reprendre le contrôle sur leur vie, ils leur font exercer un premier pouvoir.

Développer des alliances avec d'autres regroupements et créer des réseaux d'appui constituent des outils qui nous permettraient d'exercer un pouvoir accru. Le pouvoir peut être défini et exercé à la manière des femmes : le pouvoir autrement, c'est possible. Une histoire à suivre...

Les centres de femmes

chantiers
économiques
des

Les centres font du développement économique local, qu'ils en soient conscients ou non. En effet, les centres sont des moteurs pour la création d'entreprises et d'emplois à partir de ce que les femmes sont et font déjà.

Par une «rencontre de presse» entre les promotrices de projets et des questions posées par quelques participantes transformées de facto en journalistes, toutes ont pu en savoir plus sur :

- la boîte à savoir-faire du Centre de femmes d'ici et d'ailleurs
- les nouveaux défis de Femmes en mouvement.
- les cercles d'emprunt du Centre Afrique au féminin,
- les cuisines collectives et le programme Antidote du Centre des femmes du Témiscouata,
- les coopératives de production du Centre de femmes Parmi-elles,
- les coopératives de travail du Centre La Sentinelle.

La boîte à savoir-faire

CENTRE DES FEMMES D'ICI ET D'AILLEURS (MONTREAL)

Les objectifs

Le projet vise à offrir une alternative économique non monétaire par la mise en place d'un réseau d'échanges de savoir-faire, de connaissances et de pratiques manuelles ou intellectuelles. Nous désirons développer une nouvelle conception du travail; nous voulons aussi lutter contre la pauvreté et l'isolement. L'échange d'apprentissages fait également partie de l'échange de services parce que le projet vise aussi à permettre aux femmes d'acquérir plus d'autonomie.

Les résultats

Précisons d'abord que ce projet en est à sa phase initiale. Ainsi, il s'agit d'abord de mettre au point le concept et d'identifier les besoins des femmes. Ensuite, il nous faudra constituer un premier réseau et élaborer une banque de données comprenant les offres et les demandes de services.

L'aspect innovateur

Nous désirons permettre aux femmes de prendre conscience de leurs savoir-faire et de leur valeur. Nous voulons démontrer aux femmes qu'il est possible de les échanger contre des services. Nous voulons valoriser le travail des femmes au foyer et sans emploi. Nous voulons contribuer, dans une certaine mesure, à développer une nouvelle économie.

Les femmes qui vivent dans la pauvreté ne peuvent pas souvent s'acheter des services. Le projet veut leur offrir une alternative concrète puisqu'elles ne seraient pas obligées de monnayer l'achat de ces services. Le projet leur permettra de prendre conscience qu'elles possèdent des richesses - leurs propres savoir-faire - et qu'elles peuvent les échanger. Nous espérons améliorer leur qualité de vie.

L'obstacle principal

Nous devons d'abord travailler sur les mentalités du milieu et des femmes elles-mêmes. Le deuxième obstacle que nous devons affronter réside dans la valeur à attribuer au service offert. Deux heures de plomberie équivalent-elles à deux heures de repassage? À priori, nous ne voulons pas utiliser les grilles traditionnelles de l'économie de marché, mais cela exige que nous définissions de nouveaux critères. Le troisième problème provient du financement et de la durée du projet. Nous avons obtenu un financement pour huit mois et avec cet argent, il nous faut créer le réseau, le maintenir, l'élargir et en générer d'autres. Et ça, c'est tout un défi.

Les défis nouveaux du développement en Gaspésie

FEMMES EN MOUVEMENT (BONNAVENTURE)

Le contexte

Ce projet est le produit d'une réflexion amorcée depuis plusieurs années. Le Centre de femmes Femmes en mouvement a organisé une activité de rêve dirigé (1991) et les femmes ont pu imaginer la Gaspésie de l'an 2032. En 1992, il a organisé le colloque Les femmes, partie prenante de l'avenir de la Gaspésie.

Ce projet, «Les défis nouveaux du développement de la Gaspésie», s'inscrit dans cette démarche. Un certificat en développement régional a été mis sur pied et dispensé dans la Baie des Chaleurs. Une majorité de femmes y étaient inscrites. À la fin de ce certificat, la tenue d'un forum a permis l'identification de dix défis nouveaux pour la Gaspésie. Toutes les personnes occupant des postes décisionnels dans la région ont été conviées à participer à ce forum. Elles devenaient en quelque sorte des relais veillant à la mise en oeuvre des défis.

Les objectifs

Les défis, identifiés par les diplômé-e-s du certificat, ont été présentés aux décideurs pour stimuler la concertation et arriver à les traduire en axes précis de développement qui tiennent compte des préoccupations des femmes. Notre objectif principal vise un développement durable et une qualité de vie sociale maximale.

Les défis

Les secteurs suivants comportent un défi : ressources naturelles, transport, services, économie, environnement, démographie, travail, communications et encadrement politique.

Le défi des transports consiste à activer l'implantation du transport sur rail. Le directeur de la Chambre de commerce a repris le flambeau sur ce dossier.

Le défi du développement durable vise à se doter d'une définition commune et à faire en sorte qu'il soit enseigné aux jeunes, et ce, dès le primaire. Les enseignant-e-s et les commissions scolaires portent maintenant cette préoccupation.

Le défi économique exige que l'on se redonne un territoire en privilégiant l'achat local de biens et de services. Nous désirons atteindre l'autosuffisance et le développement d'une expertise locale. Nous nous sommes adressées aux maires et aux préfets des municipalités régionales de comtés (MRC) pour qu'ils en prennent la responsabilité.

Le défi des communications engage la Gaspésie dans le virage de l'autoroute électronique. La région est vaste et il faut s'assurer de l'intercommunication des villages. Les commissions scolaires sont engagées dans la formation et Québec-Téléphone participe à la mise en place de l'infrastructure.

Le défi de l'encadrement politique vise à renverser la dépendance traditionnelle de la région envers les institutions du Bas St-Laurent. Comme telle, la région n'a été constituée qu'en 1989.

L'aspect innovateur

Les femmes de Gaspésie ont d'abord rêvé d'une Gaspésie développée en faisant une expérience de rêve dirigé. Les défis ont été conçus en pensant aux femmes et certains d'entre eux ont été repris par le centre de femmes, mais ils s'adressent d'abord à l'ensemble de la population. Le document «Les défis nouveaux du développement en Gaspésie» est disponible à Femmes en mouvement.

Les cercles d'emprunt

AFRIQUE AU FÉMININ (MONTRÉAL)

Les objectifs

Le centre Afrique au féminin rejoint des femmes des quartiers Villeray, St-Michel et Parc-Extension de Montréal. Le projet vise l'entraide mutuelle et favorise l'autonomie sociale et économique des femmes. Il s'adresse surtout à des femmes immigrantes et il a été conçu à partir d'expériences semblables faites en Afrique. Il vise à promouvoir l'employabilité des femmes des communautés culturelles, à améliorer le revenu familial, à valoriser les expériences antérieures des femmes participantes.

Le projet permet aux femmes d'obtenir un prêt pour développer leur projet de micro-entreprise et d'acquérir de nouvelles méthodes de travail propres au pays d'accueil. Une micro-entreprise couvre toutes les petites activités qui aident à compléter le revenu mensuel que ce soit de la couture, de l'artisanat, du traitement de texte, de la fabrication de bijoux, etc.

Les résultats

Le projet s'étale sur deux ans. Au terme des deux ans, il aura permis à quinze femmes de recevoir une formation. Ce projet donne ainsi aux femmes des outils et des stratégies qui peuvent leur permettre de créer leur propre emploi. Afrique au féminin soutient les femmes dans leurs démarches et effectue un suivi à court et moyen terme.

À ce jour, cinq femmes ont complété la formation, cinq la suivent présentement et cinq autres l'entreprendront bientôt. Les formations sont d'une durée de cinq semaines. Elles permettent de créer un réseau de soutien. Elles portent sur l'entrepreneuriat, sur la gestion des affaires dans le contexte québécois ainsi que sur les avantages et désavantages de se lancer en affaires.

L'aspect innovateur

Le projet rassemble des femmes pauvres, isolées, marginalisées et peu reconnues. Il les soutient dans leurs projets économiques, qu'ils soient de vente au détail, d'artisanat, de traiteur, etc., en leur fournissant des prêts pour le démarrage de micro-entreprises. Les femmes décident entre elles de l'attribution des prêts. Le montant maximum d'un prêt est de 2 000 \$; mais en général, ils tournent autour de 1 000 \$. Les femmes versent une cotisation de 0,50 à 1 \$ à chaque rencontre pour constituer un fonds de gardiennage et un fonds de solidarité.

Le projet réunit des femmes africaines, latino-américaines et haïtiennes. Nous organisons aussi des visites à domicile pour stimuler l'entraide. Les cercles rassemblent de quatre à sept femmes qui s'entraident et assistent au programme de formation. Le cercle analyse les demandes d'emprunt, les approuve et garantit les prêts. Les cercles d'emprunt donnent accès au crédit sans exiger les garanties conventionnelles. La solidarité constitue la garantie principale. Les cercles permettent aussi aux femmes d'établir leur crédit personnel.

L'obstacle principal

Les bailleurs de fonds croient très peu en ce projet et ils sont très difficiles à convaincre. Il en résulte que les fonds sont insuffisants pour l'ensemble des projets.

Les suites

Nous pensons contacter des femmes d'affaires et le milieu bancaire dans le but de créer un fonds pour le démarrage de projets. Nous allons essayer de créer des alliances.

Antidote

CENTRE DES FEMMES DU TÉMISCOUATA (CABANO)

Les objectifs

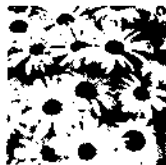
Antidote vise à reconnaître ce qu'on est, ce qu'on dit et nos valeurs. Le programme, une démarche collective de femmes, vise à la conscientisation, à réaffirmer tous les potentiels niés dans tous les secteurs de la vie via la créativité et des outils (sac à dos, personnage, jeux de cartes). Nous amorçons la réflexion à partir de l'univers culturel des femmes. Nous regardons ce que nous avons eu, la dot, pour définir ce que nous voulons, l'antidote. Antidote, c'est un guide d'animation de deux cent cinquante-quatre pages, des affiches, des jeux de cartes et des cahiers pour les participantes.

Les résultats

Trois cents femmes ont fait la démarche dans le Témiscouata et trois cents autres, dans la Matapédia. À partir d'une reconnaissance des acquis, elles analysent la toile sociale, les idées, les valeurs et les croyances. Antidote repose sur le potentiel des femmes et se veut une application concrète de l'intervention féministe de conscientisation. Les personnages, légendes et illustrations constituent en quelque sorte une mythologie féministe et témoignent de la créativité des femmes.

L'obstacle principal

Antidote, c'est un contre-discours et ça exige énormément de support du milieu parce que l'entourage craint ce contre-discours. Antidote, c'est comme une graine de framboise sous le dentier et ça peut être terriblement agaçant !



Les cuisines collectives

CENTRE DES FEMMES DU TÉMISCOUATA (DÉGELIS)

Les objectifs

Le Témiscouata couvre une immense territoire et c'est la deuxième région la plus pauvre du Québec. Le projet de cuisines collectives désire nourrir les quatre corps : physique, psychique, moral et intellectuel. Ainsi, le projet veut aider les femmes à faible revenu à fabriquer des mets économiques, à partir de la récupération d'aliments, afin qu'elles et leur famille puissent manger tout au long du mois. Il favorise la participation de la population à la diminution de la pauvreté. Il conscientise les femmes, il leur permet d'améliorer leur estime d'elles-mêmes et leur autonomie. Il développe l'entraide et la solidarité entre femmes.

Les résultats

Les cuisines collectives sont situées à Dégelis. Depuis 1993, trois cents heures d'ateliers de formation ont été offertes aux femmes et deux cent vingt-cinq cuisines ont été organisées. Les sujets d'ateliers, choisis par les femmes, couvrent un éventail diversifié : la santé, la famille, l'horticulture, etc. Les cuisines sont désormais autogérées par les participantes; elles siègent au conseil d'administration. Les procès-verbaux sont écrits de façon phonétique pour les rendre plus accessibles parce que plusieurs d'entre elles sont analphabètes fonctionnelles.

Le local des cuisines est ouvert de 9 à 5 heures tous les jours, les femmes peuvent ainsi venir faire un tour quand bon leur semble. Elles y trouvent un réseau d'entraide, de l'espace et du temps pour elles-mêmes. Elles y acquièrent de la fierté même si au départ les cuisines ont été associées à la pauvreté. Après un court séjour aux cuisines collectives, les femmes se sentent plus instruites et s'affirment davantage dans leur famille. Les cuisines permettent aux femmes de s'affirmer, d'acquérir une plus grande estime d'elles-mêmes et de reprendre confiance en leurs habiletés, à tel point que plusieurs d'entre elles se trouvent un emploi par la suite.

L'obstacle principal

La cuisine n'obtient aucune subvention gouvernementale.

Les suites du projet

Les projets d'avenir sont nombreux; ils vont de la création de jardins communautaires à la vente d'herbes salées. Nous envisageons aussi d'ouvrir des cuisines dans les villages avoisinants.

La coopérative de production

CENTRE DE FEMMES PARMIS-ELLES (ST-PIERRE-LES-BECQUETS)

Le contexte

Notre centre est situé au coeur du Québec dans une région agricole où il y a fort peu d'emplois. Ce projet est issu d'un colloque sur l'entrepreneuriat au féminin.

Les objectifs

Le projet en est à sa phase de démarrage. Il vise à aider les femmes à se créer un emploi valable et durable afin qu'elles puissent prendre en charge leur vie et leur autonomie financière. Il regroupe les femmes pour qu'elles puissent reprendre confiance en elles-mêmes. Nous leur offrons des formations pour qu'elles réussissent. Le projet s'étale sur cinq ans et la Société québécoise du développement de la main-d'oeuvre lui apporte son soutien.

Les résultats

Le projet regroupe des femmes qui, individuellement, seraient hésitantes à se lancer en affaires, mais qui, collectivement, vont unir leurs forces, développer leur confiance en elles-mêmes et tisser des liens de solidarité. Le projet offre un programme de formation de trente heures afin que les femmes soient outillées pour mener leur projet à terme. Les femmes peuvent le suivre à temps partiel. La formation porte sur le pré-démarrage d'entreprises et repose sur les besoins et intérêts des femmes.

L'aspect innovateur

Ce genre de projet n'a jamais été tenté dans notre région. Nous allons partir des intérêts et des compétences des femmes ainsi que des ressources du milieu pour identifier les projets d'entreprises. Ainsi, nous nous intéressons particulièrement aux produits dérivés de la tomate - une ressource importante de notre région -, aux dérivés de l'aluminium et au développement de services pour les personnes âgées. Nous désirons stimuler le partage de ressources comme le marketing et la comptabilité. Nous travaillons en collaboration et en concertation avec les organismes liés au développement économique tel le commissariat industriel.

L'obstacle principal

Le principal obstacle consiste à atteindre un consensus qui tienne compte des intérêts de chacune dans l'identification de projets réalistes, réalisables et viables. De plus, nous faisons face à de longs délais et cela risque de décourager plus d'une participante. Le manque de financement retarde le début de la formation.

Les micro coopératives de travail

(LA SENTINELLE (ILES - DE - LA - MADELEINE))

Les objectifs

Nous mettons sur pied une mini-coopérative de travail afin de créer des associations de femmes pouvant conduire à l'implantation d'entreprises. Nous désirons contrer la pauvreté, développer l'autonomie sociale et financière des femmes. Nous voulons amener les femmes à se percevoir comme des personnes influentes dans leur milieu, leur permettre d'avoir accès à un réseau d'entraide et de support. Nous souhaitons valider leurs compétences et leurs talents en objectivant leur capacité de participer au changement social et économique de leur milieu. Nous voulons rendre disponibles des outils de mieux-être économique et de prospérité.

Les résultats

Nous voulons que le projet contribue à créer une «plus-value» qui dépasse le seul but de faire de l'argent. Nous avons mis en place une Association des femmes d'affaires qui soutient le projet. Elles seront les marraines des micro-entreprises et contribueront à un fonds de démarrage. Par l'intermédiaire de ce cercle d'emprunt, nous pourrions prêter des sommes aux femmes désireuses de se lancer en affaires.

Au départ, nous partirons des besoins des femmes d'affaires associées au projet. L'Association des femmes d'affaires devient donc le pivot organisationnel. Plusieurs femmes d'affaires possèdent de petites entreprises (fleuristes, conserveries de poissons, boulangerie, etc.) et elles ont toutes des problèmes de livraison. Notre objectif sera de créer le réseau de transport pour ces entreprises en formant une coopérative de travail.

L'aspect innovateur

Le développement économique a été intégré peu à peu au travail du centre. C'est un champ d'action tout neuf pour le centre de femmes. Nous avons choisi de travailler avec des femmes d'affaires parce qu'elles possèdent déjà une culture d'entreprise. Tout en

parlant «affaires», nous faisons la promotion de nos valeurs féministes. De plus, elles sont sensibles à cette cause puisqu'elles ont déjà affronté les difficultés liées à la recherche de financement et au fait que le monde des affaires est un monde d'hommes.

Par ailleurs, nous évitons que les actions du centre soient perçues comme de la concurrence déloyale et nous pouvons solidariser les femmes d'affaires à partir de leurs préoccupations spécifiques. Nous ouvrons aussi la porte à des femmes qui, autrement, n'utiliseraient pas nos autres services.

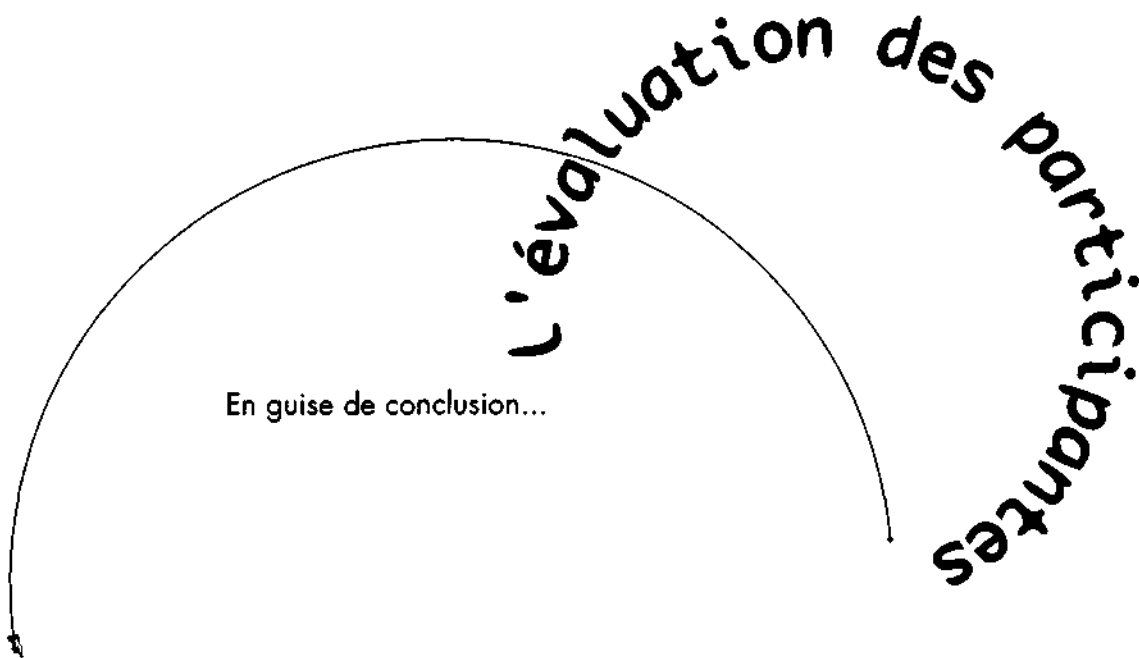
L'obstacle principal

Le projet repose sur la réussite de l'Association des femmes d'affaires. C'est un danger, car si l'association échoue, tout le projet en pâtira. Nous affrontons aussi un obstacle culturel en parlant de femmes entrepreneures. Les femmes sont peu habituées à se percevoir ainsi, et ce, même si elles réalisent des activités économiques. Par exemple, une femme qui opère une auberge ne voit pas celle-ci comme une entreprise. Les femmes créent des entreprises «souterraines», elles ne veulent pas qu'elles soient visibles.

Les institutions locales disposent de peu de ressources pour le développement économique et sont peu sensibles à la nécessité d'implanter des micro-entreprises dirigées par des femmes.

Les étapes de mise en place

1. Créer l'association des femmes d'affaires, les cercles d'emprunt;
2. Accroître la visibilité des femmes d'affaires;
3. Consolider les acquis entrepreneuriaux;
4. Dresser la liste des besoins de sous-traitance et de services;
5. Identifier les femmes susceptibles de créer une mini-coopérative;
6. Implanter une structure de support des micro coopératives.



- De l'enthousiasme...
- Deux journées très stimulantes qui m'ont apporté des outils concrets et variés!
- Un excellent cadre d'animation qui a favorisé la participation active de toutes. Même la partie théorique était dynamique! On ne s'est pas ennuyé une minute!
- Bravo au comité organisateur et aux alliées ponctuelles de longue date, je repars dynamisée et plus riche!
- Beaucoup de créativité, ce qui allège les débats et les échanges, des ateliers bien structurés, de bonnes conférencières en général, un contenu enrichissant et des échanges constructifs, bravo au comité organisateur!
- Un très bon séminaire de formation, il faudrait refaire l'expérience. Merci à toute l'équipe!
- J'ai beaucoup aimé mes deux jours. Je retourne dans mon centre avec une nouvelle énergie et des idées.
- C'est toujours trop court. On a beaucoup appris. On aurait tant de choses à partager.
- Les mises en situation et les «buzz» constituaient une façon dynamique d'impliquer les participantes. L'animation était stimulante, les plénières étaient intéressantes et les personnes ressources bien choisies.
- En termes de visibilité, l'R n'aurait-il pas avantage à médiatiser des activités d'une telle importance? Il serait intéressant d'avoir des alliées journalistes.
- Bravo pour cette belle réalisation! Félicitations pour la planification et l'organisation! Merci de m'avoir permis de faire ce beau partage.
- C'était une excellent idée que ce séminaire. J'espère que les actes seront bientôt disponibles...!

LE MOUVEMENT DES CAISSES DESJARDINS ET LES CENTRES DE FEMMES : DES FORCES VIVES DU MILIEU QUI ONT PLUS D'UN POINT EN COMMUN

Un article paru le 5 avril dernier dans un grand quotidien citait qu'au début du siècle, Alphonse Desjardins, le fondateur des caisses, misait beaucoup sur la collaboration des femmes au sein du mouvement coopératif naissant, allant ainsi à l'encontre de l'esprit du Code civil d'alors. Les historiens et le Mouvement Desjardins reconnaissent que la participation des femmes aux premières heures des caisses populaires a constitué un apport inestimable au développement du réseau. On rapporte que dans 75 % des cas, les caisses Desjardins sont nées sous la conduite des femmes.

Aujourd'hui, le Mouvement Desjardins, dont 80 % de l'effectif sont des femmes, poursuit sa mission d'origine, soit de contribuer au mieux-être économique et social des individus et des collectivités. Fondées, administrées et contrôlées par les gens du milieu, les caisses Desjardins constituent des éléments essentiels au développement des communautés, non seulement sur le plan économique, mais également sur le plan social. C'est ce qui explique l'engagement de longue date des caisses Desjardins dans de nombreuses initiatives de développement local.

La participation du Mouvement en commandite à l'occasion du récent séminaire de l'IR portant sur le développement local a permis de constater les nombreuses similitudes entre la philosophie et la mission de l'IR et celle de Desjardins. En effet, la coopération, la solidarité, le développement de l'autonomie par la prise en charge par et pour les gens du milieu sont autant de valeurs chères communes. Aussi, le bénévolat tient-il une place importante chez les centres de femmes tout comme dans le réseau des caisses Desjardins, qui est fort de l'appui de ses quelque 30 000 dirigeants bénévoles.

Le Mouvement Desjardins souhaite encourager les centres de femmes à poursuivre leurs vaillants efforts pour lutter contre la pauvreté et l'appauvrissement des femmes, la discrimination et la violence faites aux femmes et pour favoriser l'autonomie affective et financière des femmes. Conscient toutefois que pour se réaliser, de tels défis doivent pouvoir disposer de moyens adéquats, le Mouvement Desjardins a choisi de s'associer à une autre activité de l'IR en contribuant à la réalisation du prochain colloque soulignant son 10e anniversaire.

Nous souhaitons longue vie à l'IR et au travail exemplaire de celles qui contribuent au succès et à l'épanouissement de tant d'autres femmes!!!



Desjardins L'incroyable force de la coopération.



Annexe

- **Pour l'insertion sociale et économique des femmes :
Tous les moyens du bord!**
- **Cadre d'animation du séminaire
de formation en
développement régional**

Pour l'insertion sociale et économique des femmes : Tous les moyens du bord!

JOSÉE GAUTHIER

journaliste indépendante,

en collaboration avec Josée Belleau de L'R des centres de femmes du Québec

Depuis plus d'un quart de siècle, la société québécoise a vécu de profondes transformations au niveau des mentalités et des attitudes, particulièrement en ce qui concerne les relations hommes-femmes et la cellule familiale. Ces changements sont nés dans les sillons du mouvement féministe et de sa vive dénonciation du sexisme dont les injustices qui lui sont inhérentes. Cela dit, les nombreux questionnements et ajustements sur le rôle traditionnel dévolu aux uns et aux autres reste toutefois toujours d'actualité!

Si les Québécoises ont gagné une certaine égalité, plusieurs d'entre elles en sont néanmoins toujours privées à cause d'iniquités socio-économiques. Au-delà des mots d'une Charte, pourtant bien intentionnée sur les droits et libertés de la personne, des maux perdurent : pauvreté, isolement et exclusion sociale sont ainsi le lot de plusieurs Québécoises. En sus, la récession économique persiste à empirer la situation de la population en général et des femmes en particulier. Résultat : les femmes s'appauvrissent de plus en plus. Bref, dans une population constituée à 51 % de femmes, la situation économique de plusieurs d'entre elles est loin d'être rose.

En 1990, au Québec, 20,6 % des femmes de 15 ans et plus sont pauvres ou, selon l'euphémisme consacré, sont à faible revenu¹, comparativement à 15,1 % des hommes; le taux de pauvreté atteint 49,4 % chez les femmes seules et 45,4 % chez les femmes responsables de famille monoparentale...² Derrière ces statistiques pour le moins figées, se démènent des femmes aux prises avec un quotidien difficile. C'est pour ces femmes, parmi les plus démunies et les plus marginalisées de la société, qu'existent d'abord et avant tout les centres de femmes du Québec.

Véritable réseau de ressources alternatives, les centres se distinguent par leur projet éducatif résolument axé sur la réalité des femmes et leurs besoins. Le présent article vise à illustrer ce qui se fait, en formation de base reliée au travail, dans ces lieux déjà qualifiés de «chantiers économiques³», où des ressources ont été façonnées pour soutenir les femmes sur la voie de l'autonomie économique.

Au moment de rédiger ces lignes, on discutait beaucoup de l'avenir politique du Québec où un référendum majeur, le second de son histoire, se tiendra au cours de 1995. Organisée par le gouvernement québécois, la consultation populaire portera sur la souveraineté du Québec. Dans les centres de femmes, toutefois, nul besoin de passer au vote pour faire approuver l'accession à un mieux-être individuel et collectif des femmes! L'existence même des centres clame un manifeste OUI à l'autonomie économique et la solidarité des femmes, et un retentissant NON à leur pauvreté et leur isolement.

LES CENTRES DE FEMMES DU QUÉBEC : POUR DE MEILLEURES CONDITIONS DE VIE

Dans les années 1970, le féminisme connaît un véritable essor au Québec, principalement en milieu urbain. Des groupes de femmes mettent sur pied diverses ressources autonomes, destinées aux femmes : centres de santé, centres pour les victimes d'agressions sexuelles et centres d'hébergement pour les victimes de violence conjugale. C'est dans ce contexte que le premier centre de femmes du Québec voit le jour à Montréal, en 1972. Les principaux champs d'intérêt du Centre des femmes de Montréal sont la santé et la violence.

Par la suite, la formule se propage et connaît l'apogée de son développement au début des années 1980. Bien enracinés dans les communautés, les centres de femmes offrent des services et des activités dans une démarche

d'éducation et d'autonomie des femmes. De nos jours, le Québec compte une centaine de centres dont 85 sont membres du Regroupement des centres de femmes du Québec, mieux connu sous le vocable de L'R des centres de femmes du Québec. Fondé en 1985, le Regroupement affiche un logo des plus explicite : sous le «R», s'alignent les mots regroupement, réseau, ère, air et aire des centres de femmes du Québec.

L'R est ce confluent vers lequel convergent les réflexions, les acquis et les expériences en vigueur dans les différents centres. Il sert aussi de relais pour l'échange d'outils et d'information entre les membres ainsi que de lieu d'évaluation critique de leurs pratiques. Constamment alimenté par les centres, le Regroupement est donc en mesure de se prononcer et d'inciter à l'action collective en faveur de meilleures conditions de vie pour les femmes. En plus de jouer un rôle de soutien auprès de ses membres et de développer leur concertation, L'R les représente devant les pouvoirs publics. Le Regroupement des centres de femmes du Québec porte un projet de société; actif sur plusieurs plans, «L'R se préoccupe des grands débats sociaux et s'inscrit dans un courant progressiste de changement en faveur des démunies et des groupes discriminés⁴.»

Loin d'être des créations étatiques ou institutionnelles dont le développement a été planifié en officines, les centres de femmes ont germé du mouvement féministe et de la volonté des femmes de se donner des lieux d'échange, d'entraide et d'action. Bien qu'inégalement disséminés à travers le Québec, les centres sont implantés dans toutes les régions, y compris en milieu rural et semi-rural. Ce «vaste réseau de services, d'éducation et d'action qui vise l'autonomie des femmes et privilégie les transformations sociales qui peuvent améliorer leurs conditions de vie⁵» est profondément ancré à la réalité et aux besoins des femmes.

EN FAVEUR DES PLUS DÉMUNIES

De fait, qui sont ces milliers de femmes que rejoignent, chaque année, les centres? Bien qu'accessibles à toutes, les recherches empiriques indiquent que la majorité des utilisatrices ont entre 35 et 50 ans, sont pour la plupart travailleuses au foyer et ont des revenus modestes, voire insuffisants. La plupart ont des enfants et plusieurs sont chefs de famille monoparentale. Nombreuses sont celles qui subsistent de l'aide sociale ou dépendent financièrement de leur conjoint. Peu scolarisées, la plupart sont démunies sur le plan économique et social.

«L'isolement, la perte d'estime de soi, l'appauvrissement, la marginalisation marquent beaucoup de femmes parmi celles qui viennent frapper aux portes des centres», explicite-t-on dans le préambule de la base d'unité politique des centres de femmes du Québec.⁶ Plus loin, le même document stipule que les centres se caractérisent par "l'orientation féministe, une approche globale et non-compartimentée des problèmes des femmes, (...) une prise de conscience des stéréotypes et une lutte contre les préjugés (...), le développement d'une solidarité concrète autour de problèmes communs ou de projets collectifs⁷».

PORTRAIT DES USAGÈRES DES CENTRES DE FEMMES

Âge moyen : 44 ans.	
Majoritairement d'origine franco-québécoise	91,4 %.
Majoritairement avec enfants	78,7 %.
Avec enfants à la maison	61,1 %
(dont 40,5 % sont monoparentales)	
Travailleuses au foyer	42,8 %
(dont 15,9 % sont salariées à temps partiel)	
Salariées à temps plein	13,6 %
Revenu personnel inférieur à 10 000 \$	54,7 %

(Source: L'action des centres de femmes en 1993-1994 - Portrait statistique, L'R des centres de femmes du Québec, 1994)

Par le biais d'activités éducatives variées, les centres répondent aux besoins des femmes de développer leur potentiel et leur autonomie. Dans un document intitulé «Un centre de femmes : bien plus qu'une "boîte à cours"... un lieu d'appartenance!⁸», on explique que «Par ces activités, elles (les femmes) s'approprient des moyens d'expression et d'action qui les aident à reprendre le contrôle de leur vie et à prendre du pouvoir dans leur milieu.» Les centres offrent donc aux femmes de leur communauté une alternative à l'isolement, un lieu d'appartenance et de transition ainsi qu'un réseau d'éducation et d'action.

L'absence de lourdeur bureaucratique, la gratuité ou les coûts très minimes des activités éducatives et l'organisation physique des lieux, qui s'apparente à celle d'une maison, facilitent l'accès à des femmes, pour la plupart démunies, qui se sentent mal à l'aise dans les lieux traditionnels de formation. Bien plus que de simples usagères, les femmes qui fréquentent les centres décident de leurs orientations, activités et services. Elles sont d'ailleurs invitées à participer activement à la gestion et au fonctionnement de leur centre par le biais des structures démocratiques (assemblée générale, conseil d'administration, collective) et des nombreux comités de travail, de concert avec les travailleuses rémunérées ou bénévoles.

Rappelons que les centres de femmes se sont développés dans une perspective locale d'intégration à un milieu de vie et sont devenus des pôles de référence sur la condition féminine dans leur communauté respective. Véritables agents de développement social, les centres rayonnent et nombreux sont les cas de collaboration avec d'autres groupes de femmes, organismes communautaires ou publics de même qu'avec des élus ou des professionnels. Autrement dit, pour les centres de femmes, le «partenariat» n'est pas un concept nouveau!

En terminant, un mot sur le financement des centres de femmes qui est largement tributaire des subventions étatiques, ce qui équivaut à environ 85 % de leur budget. Les trois principaux bailleurs de fonds sont : le Programme de soutien aux organismes communautaires du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, le programme Promotion de la femme du Secrétariat d'État et le Programme de soutien à l'éducation populaire autonome du ministère de l'Éducation du Québec.

Cependant, depuis quelques années, les compressions budgétaires imposées par l'État obligent à mener des levées de fonds auprès de groupes et d'individus qui sont sympathisants à la cause des femmes (réseau de travailleurs sociaux, organisations syndicales, groupes religieux, etc.). Bien que représentant un pourcentage minime dans les centres eux-mêmes, la campagne d'autofinancement du Regroupement des centres de femmes du Québec recueille un peu plus de 10 % de l'argent nécessaire à son fonctionnement.

Si le Regroupement reconnaît d'emblée la pertinence de l'autofinancement, il déplore toutefois l'état de sous-financement qui prévaut dans les centres de femmes du Québec et qui limite grandement la portée de leur action. «La pauvreté des centres (...) est à l'image de la pauvreté des femmes, résultat d'une marginalisation et d'une dévalorisation du travail qu'elles accomplissent⁹.» Le Regroupement considère que l'apport de l'action sociale et communautaire menée dans les centres de femmes est essentielle à la collectivité et devrait, par conséquent, être adéquatement subventionnée par l'État.

L'APPROCHE GLOBALE: PARTIR DU VÉCU DES FEMMES

Une caractéristique fondamentale de l'orientation féministe, commune à tous les centres de femmes, est l'approche globale, soit celle qui refuse de découper la réalité en mille et une problématiques isolées les unes des autres. Bien au contraire, cette approche «favorise une intervention sur toutes les facettes de la vie des femmes misant sur ce qu'elles perçoivent individuellement et collectivement de leur situation et de leurs expériences.(...) C'est ce qu'on appelle "partir du vécu des femmes"¹⁰."

Contrairement à la formation classique qui impose son modèle, dans les centres de femmes, la formation de base s'alimente à ce que sont et font déjà les femmes. Au lieu de régler l'apprentissage sur des compétences à acquérir, on reconnaît celles que les femmes ont déjà acquises comme travailleuses au foyer, par exemple, d'où l'expression «reconnaissance des acquis expérientiels». «L'approche des centres vise à ce que les femmes se

réapproprient leur propre estime de soi et misent sur des compétences qui, bien que non reconnues sur un marché du travail compétitif et informatisé, n'en sont pas moins réelles», constate Josée Belleau, agente de liaison au Regroupement des centres de femmes du Québec.

«Pourquoi le travail des femmes au foyer ou à titre de bénévoles ne serait-il pas reconnu à sa juste valeur? Pourquoi prendre soin de la vie familiale, d'une ou de plusieurs personnes, qui est en soi de l'emploi socialement utile, ne pourrait-il pas être une source d'emploi éventuel?» demande l'intervenante. La preuve du contraire est fournie à différents exemplaires par des projets à caractère économique développés dans des centres de femmes du Québec, avec «tous les moyens du bord». D'où le titre d'une monographie publiée sur le sujet, en 1993, à l'issue d'une recherche-action¹¹ (elle aussi réalisée avec les moyens du bord!) et dont s'inspire grandement le présent article.

En matière de formation de base, la démarche des centres de femmes du Québec en est donc une où les participantes sont à la fois les sujets et les actrices de leur propre cheminement. Elles y approfondissent et systématisent leurs connaissances, souvent intuitives, parfois explicites, tirées de leur expérience de vie. Elles y acquièrent également les habiletés et les apprentissages nécessaires pour se sortir de la pauvreté et de la dépendance financière.

Suite à l'illustration détaillée de certaines initiatives à caractère économique, nous reviendrons sur les dimensions communes aux expériences dont une clientèle d'exclus du marché du travail, la reconnaissance et le transfert des acquis expérimentaux des femmes, le lien avec la réalité économique locale, un mode d'organisation approprié à la réalité de vie des femmes (pour qui le quotidien est loin d'être monolytique) et le réseau d'entraide et de solidarité. Mais, pour l'instant, une visite s'impose chez les Débrouillardes de Matane ... et d'ailleurs!

VERS UN DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE AU FÉMININ : LES DÉBROUILLARDES DE MATANE

Matane est une ville industrielle en déclin, fortement secouée par la double récession économique qui sévit depuis le début des années 80. Dans une région frappée par les fermetures d'usines en cascades, quiconque s'attendrait à trouver la résignation. Mais, ce serait faire fi du vieil adage qui affirme que la nécessité est mère de l'invention.

Le Regroupement des femmes de la région de Matane a fait ses premiers pas en 1977. Ouvert toute l'année, six jours et deux soirs par semaine, le centre est très dynamique et branché sur les réalités des femmes qu'il dessert. Après avoir dénoncé la pauvreté des femmes et présenté des mémoires à toutes les tribunes disponibles, pendant des années, le Regroupement a constaté que l'accusation ne suffisait pas à changer les choses. Il fallait passer à l'action.

Le centre a donc mis sur pied des initiatives à caractère économique grâce auxquelles les femmes améliorent leur qualité de vie tout en contribuant au développement de leur milieu et ce, à partir de leurs propres ressources et de celles qui existent dans leur entourage. Ainsi, les «petites entreprises» du Regroupement permettent de développer l'employabilité alors que le projet «S'enrichir au lieu de s'appauvrir» soutient le démarrage de micro-entreprises.

DES PETITES ENTREPRISES IMPORTANTES

Les «petites entreprises» mises sur pied par le Regroupement des femmes de la région de Matane sont d'abord des moyens de développer l'employabilité et l'emploi des femmes, particulièrement les plus isolées et les plus marginalisées. Ce sont, en fait, des portes d'entrées pour leur intégration ou leur retour sur le marché du travail. Au rez-de-chaussée de la maison qui abrite le Regroupement, il y a le magasin Les Chiffonnières et à l'étage, l'atelier Les Débrouillardes alors que l'ancien garage loge l'imprimerie l'Encrage.

Les Chiffonnères est un comptoir de vêtements, de chaussures et de linge de maison usagés, ouvert en 1979. On y retrouve une ambiance de magasin général où les clientes échangent entre elles ou avec les vendeuses, de qui elles peuvent aussi recevoir de l'information et du soutien puisqu'elles sont également des aidantes. Aux huit employées, l'expérience permet d'apprendre la gérance de magasin, des techniques de marketing, de décor de vitrines et d'étalage, la comptabilité et la tenue de livres, le fonctionnement des caisses enregistreuses, les techniques d'inventaire et de vente ainsi que le travail d'équipe. C'est l'ingéniosité des travailleuses des Chiffonnères qui a donné lieu aux Débrouillardes, un projet en vigueur depuis 1990. Il s'agit d'un service de réparation de vêtements à des prix très concurrentiels, jumelé à un atelier de recyclage de tissus qui se métamorphosent en vêtements pour enfants, articles ménagers et décoratifs. On y crée aussi des costumes qu'on loue pour les fêtes.

Pour des femmes au foyer ou assistées sociales, un emploi aux Chiffonnères ou aux Débrouillardes est un tremplin vers la reconquête de leur estime personnelle et la valorisation de leur savoir-faire. Chaque année, entre dix et trente femmes y sont embauchées via des programmes gouvernementaux de développement de l'emploi ou de l'employabilité. En plus d'acquérir ainsi une formation et une expérience de travail transférables ailleurs, elles ont aussi accès aux autres formations dispensées au centre de femmes dont celles en informatique et en français. Mais au-delà de la formation proprement dite, c'est tout un milieu social, une confiance en soi et un réseau d'entraide qu'elles découvrent. Gérante des Chiffonnères, Roselle confie qu'avant d'y travailler, elle était si gênée qu'elle ne faisait des sorties que si accompagnée. Aujourd'hui, son entretient est probant d'une fructueuse trajectoire de développement personnel et d'autonomie.

La dernière «petite entreprise» du Regroupement des femmes de Matane est L'Encrage, une imprimerie complète dont les principaux clients sont des organismes communautaires de la région. Ils y bénéficient du sceau de la qualité à très bas prix pour leurs cartes d'affaires, dépliants, rapports annuels, bulletins, etc. Le projet initial de l'Encrage était celui d'une imprimerie-école et visait le développement de l'employabilité et de l'autonomie financière des femmes via l'apprentissage d'un métier non-traditionnel, susceptible de mener à un emploi décentement rémunéré. Faut de reconnaissance de la part des ministères concernés, on a dû fermer le volet école, mais non sans avoir formé deux femmes dont Danielle, aujourd'hui maître-imprimeuse à l'Encrage. Après un an et demi d'étude, l'ancienne novice en la matière pouvait réaliser toutes les étapes de la production, en plus de faire la gestion financière et l'estimation des contrats. Ce qu'elle préfère? «Produire un bulletin ou une revue car cela exige de la créativité», répond-elle, enjouée.

S'ENRICHIR AU LIEU DE S'APPAUVRIR

«S'enrichir au lieu de s'appauvrir» est un projet dont l'objectif est d'aider les femmes à participer au développement économique de la région de Matane. Après une formation de cinq mois, à raison d'au moins 20 heures par semaine, une quinzaine de femmes étaient prêtes à démarrer leurs propres micro-entreprises. Ainsi, Marie a transformé sa grange-étable en entrepôt et loue des espaces pour abriter des véhicules et de l'équipement alors que notre amie Roselle, gérante des Chiffonnères, songe à ouvrir une boutique de vêtements de grande taille, ce qui n'existe pas à Matane.

Plusieurs des participantes avaient eu des expériences sur le marché du travail avant leur mariage ou la naissance de leurs enfants. Elles n'avaient cependant pas accès aux programmes de formation professionnelle et les politiques régionales de développement de l'emploi et de l'employabilité négligeaient leurs besoins. Il faut savoir qu'au Québec, il n'existe pas de formation pour celles qui n'ont pas terminé leurs études primaires et qui ont travaillé de nombreuses années au foyer.

Si certaines de ces femmes ont de la difficulté à lire ou à écrire, elles ont toutefois d'autres habiletés dont un esprit d'analyse et de synthèse ainsi que des talents de négociatrice développés dans la gestion des problèmes familiaux. La formation sur mesure de «S'enrichir au lieu de s'appauvrir» leur est donc tout à fait appropriée puisqu'elle est en partie axée sur la reconnaissance des acquis et le transfert de ces compétences en situation d'emploi.

Une fois le projet d'entreprise choisi, une partie de la formation est consacrée à l'évaluation des compétences requises. Si des lacunes sont alors identifiées, il faut songer à se former ou s'adjoindre des gens pour fins de collaboration. Notons qu'un soutien est prévu pour les femmes qui ont démarré leurs entreprises.

Tous les projets précédemment décrits sont sources d'un véritable développement régional endogène, en ce sens qu'ils partent des compétences des femmes de la région pour répondre aux besoins de la population. Bien adaptés au transfert des compétences acquises au foyer, les outils de formation s'inspirent d'expériences américaines de gestion d'entreprises basées sur la collégialité, une structure non-pyramidale, la responsabilisation de chacune et le partage des tâches.

Les notions d'économie acquises en cours de formation visent un objectif à plus long terme que le seul démarrage d'une entreprise, soit une citoyenneté plus active. En devenant plus confiantes et affirmatives, les participantes développent de l'intérêt pour les affaires sociales, politiques et économiques de leur milieu. Elles ne sont pas rares celles qui se mettent à la lecture régulière des journaux, y compris les pages économiques. On peut dès lors imaginer qu'éventuellement, certaines voudront siéger à un conseil d'administration ou briguer un poste de conseillère municipale, devenant ainsi des multiplicatrices dans leur communauté.

Fait à ne pas négliger, les initiatives à caractère économique génèrent un changement d'attitude face à la pauvreté. Animatrice au Regroupement des femmes de la région de Matane, Micheline Laroche raconte : «Les femmes nous disent souvent qu'elles en ont épais sur le dos. Dans les démarches du Regroupement, elles prennent conscience que ce bagage qui les écrase peut se transformer en ressources. Le sac à dos devient alors une sacoche à outils!»

UNE DÉMARCHE D'AUTONOMIE : SOUS LE SIGNE DE L'ENTRAÏDE ET DE LA SOLIDARITÉ

Les initiatives à caractère économique, mises de l'avant dans les centres de femmes du Québec, ne visent pas toutes exclusivement le travail salarié. Certaines activités de dépannage, telles que les cuisines collectives, le dépannage alimentaire ou vestimentaire et les haltes-garderies, existent pour répondre aux besoins les plus urgents de femmes qui s'appauvrissent sans cesse : chefs de familles, assistées sociales, chômeuses, travailleuses ou conjointes de travailleurs à faible revenu.

Participer à une activité équivaut à briser l'isolement souvent synonyme de pauvreté. Pour plusieurs femmes, c'est le premier pas vers la réinsertion sociale, le point de départ d'une démarche d'autonomie sous le signe de l'entraide et de la solidarité. Nous nous attarderons spécifiquement à l'expérience des cuisines collectives.

LES CUISINES COLLECTIVES

Le centre de femmes Madame Prend Congé est situé dans la Pointe St-Charles, un quartier historiquement défavorisé de la ville de Montréal. On y a toutefois vu surgir, ces dernières années, de nouveaux visages de la pauvreté incarnés dans des familles brisées ou désorganisées, suite aux pertes d'emploi et au chômage chronique. Pour Madame Prend Congé, il est important de travailler avec ce qu'est la pauvreté et non pas avec les idées qu'on peut s'en faire.

«Quand tu es à l'aise économiquement, explique Micheline Crompt, travailleuse au centre de femmes, tu as beaucoup de difficulté à penser qu'une personne pauvre puisse refuser de suivre les cours que tu lui proposes. Mais, la personne pauvre, elle, va tout de suite penser au transport, aux dîners, aux vêtements et aux autres dépenses qu'elle n'aurait pas à faire en restant chez elle. Si elle a des enfants qui vont à l'école, elle va se demander si elle sera revenue à temps et s'ils sont plus jeunes, où les faire garder.»

«Trop souvent, enchaîne Micheline, les gouvernements, et parfois même les groupes communautaires, imposent des solutions sans consulter les gens pauvres et sans avoir compris ce qu'ils vivent. Pourtant, toutes pauvres et sans diplôme qu'elles soient, les femmes du quartier sont capables de penser, d'identifier leurs besoins et de trouver leurs solutions.» C'est d'ailleurs suite aux besoins exprimés par celles-ci que le centre a décidé de démarrer trois groupes de cuisines collectives, en juin 1991, afin de pallier les carences alimentaires des femmes et de leur entourage.

Une fois par mois, les participantes se réunissent pour planifier les menus, faire les achats et cuisiner ensemble. Elles préparent ainsi à peu de frais des plats nutritifs qu'elles répartissent en portions et congèlent. Une diététiste d'un autre organisme communautaire, le Club des consommateurs de Pointe St-Charles, a assuré l'animation pendant les premières rencontres. Elle a fourni les informations de base sur la nutrition, le budget, l'évaluation des aliments, la composition des menus, les règles d'hygiène, la congélation, etc. Actuellement, les groupes fonctionnent seuls, sans l'aide d'une animatrice. Certaines membres sont même assez expérimentées pour enseigner à d'autres le démarrage et la gestion d'une cuisine collective.

Le centre de femmes de la petite ville de Nicolet a, lui aussi, mijoté son projet de cuisines collectives, assorties de cafés-rencontres dans le but de constituer un groupe d'entraide. Ici, les frais de garde sont payés pour les participantes qui ont des enfants en bas âge et du transport est organisé pour celles qui n'ont pas de voiture. Le financement provient de Centraide, un organisme central de charité, d'une légère contribution des participantes et du marrainage de groupes sociaux, religieux et communautaires de la région.

Les participantes des cuisines collectives apprennent la valeur nutritive des aliments, la composition de menus équilibrés et l'évaluation du rapport qualité/prix des produits, utiles pour faire des économies. Mais, elles comptent aussi sur d'autres apprentissages tels que le travail de groupe, la planification et l'organisation ainsi que l'occasion de s'exprimer et de s'affirmer devant les autres. «Maintenant, j'ai plus de facilité à aller au-devant des gens et à dire mon opinion même si elle est différente de la leur, témoigne Suzanne. Avant, j'aurais fait le mouton ou j'aurais reculé sans dire un mot.» En participant à une cuisine collective, des femmes découvrent l'ensemble des activités offertes par le centre de femmes. Certaines en viennent même à participer à sa gestion. Ainsi, Colette et Pierrette, des assidues de Madame Prend Congé, sont membres du conseil d'administration du centre.

«En formation de base, il faut aller au-delà d'une définition uniquement axée sur le fait d'apprendre à lire et à écrire, affirme Josée Belleau, agente de liaison à L'R des centres de femmes du Québec. La cuisine collective est une activité éducative puisqu'en plus des connaissances alimentaires, les femmes y apprennent à travailler en équipe, c'est-à-dire à écouter, négocier, résoudre des conflits et interagir avec d'autres adultes, des qualités transférables en milieu de travail. D'ailleurs, le fait d'exercer des fonctions en dehors de leur cadre domestique aide les femmes à prendre conscience de la valeur de leur travail et peut les prédisposer à vouloir se créer de l'emploi ou accéder à un emploi rémunéré.»

VERS LE TRAVAIL RÉMUNÉRÉ

Une fois les besoins de base satisfaits, dont l'alimentation, les femmes peuvent poursuivre leur démarche d'autonomie financière. À travers le réseau des centres de femmes, celle-ci s'acquiert de diverses façons dont le développement de l'employabilité au sein de «petites entreprises» et la participation au développement économique local par le démarrage de micro-entreprises, tel que démontré précédemment. Parmi les autres moyens mis sur pied dans des centres de femmes du Québec, il y a des projets de préparation à l'emploi, d'autres de réinsertion en emploi ainsi que de la formation aux métiers non-traditionnels. La présente section trace le récit succinct de ces solutions qui, rappelons-le, partent toujours du vécu des femmes.

Passage Yamaska est un centre de préparation à l'emploi, né en 1986 à l'initiative du Centre des femmes des Cantons. Plusieurs de ses utilisatrices ressentaient en effet le besoin d'un soutien pour leur réinsertion sur le marché du travail. Le service se distingue des autres ressources en employabilité en ce qu'il favorise l'admission des

femmes démunies au plan psychologique suite à une dépression, un divorce, l'absence de formation professionnelle, la faible estime de soi, etc. Sous le signe d'une démarche collective et autogérée, les premières semaines sont consacrées à reconstruire son identité, démystifier les rôles, se déculpabiliser, reconnaître et apprécier ses talents et capacités. Bref, revaloriser les participantes avant de leur fournir l'avalanche d'informations sur le marché du travail et les inciter à la recherche active d'un emploi.

Aide Profession-Elles à l'emploi, une initiative du Centre de femmes de Beloeil, vise la réinsertion en emploi, en particulier des travailleuses au foyer, par un retour aux études ou sur le marché du travail. Le service se démarque des autres ressources d'aide à l'emploi puisqu'il tient compte des répercussions familiales et conjugales qu'entraîne souvent une telle réorientation. Tout au long de la démarche, l'organisme supporte donc les femmes confrontées aux résistances de leur milieu familial. Voilà qui résume bien le souci de prendre en considération la réalité de vie globale des femmes.

Le Centre des femmes de Laval, qui dessert la deuxième plus grande ville du Québec et où l'on retrouve plusieurs entreprises du secteur aéronautique, n'a pas la tête dans les nuages. Bien ancré à la réalité de l'économie régionale, il a même offert aux femmes une formation de monteuse d'éléments de cellules d'aéronefs. Le Centre est venu à la conclusion que les femmes, souvent confinées à des ghettos d'emploi à bas salaire, ne peuvent atteindre une autonomie financière complète alors que cela paraît possible avec les métiers non-traditionnels, généralement plus payants et parfois plus intéressants que ceux à forte prédominance féminine.

Mais, il y a un hic : «les métiers non-traditionnels ne sont pas pour toutes les femmes, reconnaît Manon Boily, directrice du Centre des femmes de Laval, car leurs conditions de travail ne sont pas adaptées à la réalité que vivent plusieurs d'entre elles.» Ainsi en va-t-il, par exemple, du travail de nuit fort difficile à concilier avec les responsabilités familiales. Tant et si bien que ce sont les plus jeunes des finissantes qui ont trouvé un emploi dans le secteur aéronautique. «Déterminées, elles voulaient à tout prix être financièrement autonomes et exercer un métier non-traditionnel mettant à contribution leurs habiletés manuelles et intellectuelles», précise Manon Boily.

Dans la lointaine région du Témiscamingue, les taux de chômage et d'assistance sociale sont très élevés. Avec la volonté de permettre aux femmes d'entrer sur le marché du travail avec un diplôme reconnu, dans un secteur où il y a des possibilités d'avancement, le Centre des femmes de Ville-Marie propose une formation en gestion de commerce de détail pour laquelle il reçoit une subvention gouvernementale importante (220 000 \$ d'Emploi et Immigration Canada). Toutefois, l'aide est conditionnelle à l'embauche de professeurs ou professionnelles du milieu de sorte à décerner un «diplôme-maison» de la Commission de formation professionnelle.

Le Centre des femmes refuse et dénonce «l'intérêt du programme gouvernemental de vouloir faire un déplacement de statistiques, du chômage vers la formation et le marché du travail. et ce, au moindre coût possible.» La formation, insiste-t-on, doit décerner une attestation reconnue sur le marché du travail et mettre ainsi fin à la soumission de la main-d'oeuvre à l'employeur qui l'a formée et à la difficulté de faire reconnaître sa compétence en dehors de l'entreprise concernée. Les négociations durent deux mois et se soldent par la victoire du point de vue du Centre des femmes : le coeur du programme sera dispensé par le collège d'enseignement général et professionnel de l'endroit et fera alterner les études proprement dites et les stages en milieu de travail.

VERS UN CHANGEMENT DURABLE

Mettre fin à la pauvreté des femmes exige un radical changement de mentalités. Une fois les premières intéressées persuadées de leur propre valeur, il faut en convaincre les autres dont les décideurs publics. Sinon, les efforts de changement social seront stériles. Pour faire reconnaître et respecter la quête d'autonomie économique des femmes, la défense des droits des non-syndiquées et l'action collective sont nécessaires. À travers le Québec, des centres de femmes ont agi en ce sens. Voilà qui démontre bien le continuum que constituent les divers projets du réseau des centres de femmes du Québec.

Ainsi, des ressources ont été mises sur pied, à Weedon et Baie St-Paul, à l'intention des travailleuses qui sont au bas de l'échelle salariale : employées non-syndiquées en usines, dans des emplois saisonniers ou à temps partiel. Des soirées d'information et d'échange leur ont permis de connaître les normes minimales de travail et les ont outillées pour défendre leurs droits, de façon individuelle et collective.

Au Saguenay-Lac-St-Jean, le Centre de femmes La Source a tenu un colloque sur l'entrepreneurship féminin. L'événement a permis de sensibiliser les décideurs de différents secteurs (instances gouvernementales, institutions bancaires et d'enseignement, etc.) à l'apport économique des femmes dans le milieu des affaires. En outre, suite à la rencontre, certaines participantes ont formé un réseau informel de soutien. Pendant plus d'un an, elles se sont réunies pour parler de leurs réalités, échanger leurs trucs et se former sur des thèmes comme la prise de parole en public.

À Thetford Mines, le Centre de référence pour les femmes de la région de l'Amiante a mis sur pied un comité de recherche et d'action sur la pauvreté des femmes qui a mené une enquête-terrain sur le sujet. Les résultats de l'étude ont été rendus publics et l'organisation d'une table ronde est prévue avec les intervenants et décideurs socio-économiques de la région. L'une des suites au projet consiste à faire l'inventaire des moyens (documents, sessions de formation, ateliers éducatifs, etc.) qui aideraient les femmes à se sortir de la pauvreté.

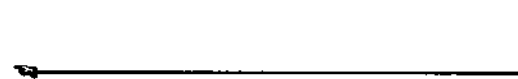
EN RÉSUMÉ: UNE FORMATION SUR MESURE

Même s'il n'existe pas de définition écrite de ce qu'est la formation de base en vigueur dans les centres de femmes du Québec, à la lumière des exemples précédents, nous pouvons en suggérer une : le fait de partir de la réalité et des besoins des femmes pour les accompagner dans une démarche d'autonomie sociale et économique. Cela suppose des éléments déjà annotés au passage, mais regroupés ici pour fins de clarification.

UNE CLIENTÈLE D'EXCLUES

Les participantes des initiatives à caractère économique sont, sous une forme ou une autre, des exclues ou des marginalisées du marché de l'emploi : analphabètes ou partiellement analphabètes, isolées au foyer, peu scolarisées, assistées sociales, chômeuses, avec peu d'expérience du marché du travail, etc.

Parmi elles, il y a des travailleuses au foyer avec peu de scolarité mais plein de savoir-faire; d'autres dont l'expérience professionnelle est considérée désuète après quelques années occupées à la garde des enfants et l'entretien de la vie familiale; d'autres encore qui sont socialement marginalisées parce qu'assistées sociales ou aux prises avec des problèmes de santé mentale. Majoritairement pauvres par surcroît, toutes ces femmes ont cependant des compétences fort valables que certains processus permettent de transférer en situation d'emploi, si désiré.



LA RECONNAISSANCE DES ACQUIS EXPÉRIENTIELS

La reconnaissance des acquis expérimentiels des femmes, qu'elles soient travailleuses au foyer ou bénévoles du secteur communautaire, est au cœur des initiatives à caractère économique. La démarche de formation permet d'identifier des compétences telles que : sens des responsabilités et de l'organisation, capacité d'adaptation et de planification, créativité, débrouillardise, etc. Une telle approche sous-tend évidemment un respect de ce que sont les femmes et de la valeur de leur apport inestimable à la richesse sociale.

En cette ère qui se targue de se soucier d'écologie, ne serait-il pas temps de recycler des savoir-faire traditionnellement exclus du marché parce que non rémunérés? Les centres de femmes du Québec le font. Une fois que les acquis expérimentiels sont reconnus, d'abord et avant tout par les participantes elles-mêmes, ils peuvent au besoin être enrichis par des formations plus techniques. Mais chose certaine, en matière de travail, les femmes ne partent pas de rien, bien au contraire!

LE TRANSFERT DES COMPÉTENCES

Le transfert des compétences est évidemment le corollaire de la reconnaissance des acquis expérimentiels. Il peut se faire à plus ou moins long terme et s'établir par un retour aux études ou au marché du travail. Le transfert des compétences en situation d'emploi est clairement illustré dans le cas de l'initiative du Regroupement des femmes de Matane intitulée «S'enrichir au lieu de s'appauvrir» où, suite à la reconnaissance de leurs acquis, les participantes élaborent un projet de micro-entreprise.

LA REVALORISATION DE LA PERSONNE

Le travail caché des femmes n'ayant pas (ou si peu) de reconnaissance sociale ni même fiscale est par conséquent dévalorisé, un phénomène que les femmes elles-mêmes intériorisent. Ainsi, nombreuses sont celles qui ont fait sien le préjugé qu'elles n'étaient «bonnes à rien». Dans les formations, on veille à revaloriser les participantes sur leurs propres compétences. Au programme : reconquête de l'estime personnelle et de la confiance en soi.

Les centres de femmes tiennent également compte de la condition féminine en général en ce sens que, malgré des progrès sociaux notables, le sexisme continue de sévir. Pour changer les modèles culturels, il y a donc une démarche parallèle à faire, soit une prise de conscience individuelle et collective qu'en tant que groupe social, les femmes sont déclassées. «Vos expériences sont peut-être différentes, elles n'en ont pas moins de valeur», s'évertuent à démontrer les centres tout en respectant le rythme d'évolution de chacune des participantes.

UNE DÉMARCHE D'AUTOFORMATION ET D'AUTOGESTION

Dans certains cas, dont celui des cuisines collectives, les participantes deviennent assez expérimentées pour enseigner à d'autres le démarrage et la gestion d'une telle opération. Quant à l'autogestion, elle est au centre de plusieurs expériences ou, à tout le moins, fait partie des souhaits à réaliser. Ainsi, au Carrefour des femmes du Grand Lochute où un service de dépannage alimentaire (don de sacs de provisions) est en vigueur, on voudrait qu'il soit pris en charge par les usagères.

EN LIEN AVEC LA RÉALITÉ ÉCONOMIQUE LOCALE

Dans leurs projets, les centres de femmes prennent en considération la réalité économique de leur communauté. Qu'il s'agisse de combler une lacune de services, de s'adapter à un changement du tissu social du quartier ou de répondre à un besoin de main-d'oeuvre qualifiée en aéronautique ou en imprimerie, les initiatives partent de la réalité, tant celle des femmes que celle de leur milieu de vie. Ce faisant, les centres jouent un rôle de développement social et économique au sein de leur propre collectivité.

UN MODE D'ORGANISATION APPROPRIÉ À LA RÉALITÉ DE VIE DES FEMMES

La vie des femmes, c'est un tout! Les initiatives à caractère économique sont donc organisées selon un mode approprié à la réalité de vie (culture) des femmes qui ont à jongler avec divers aspects : garde des enfants, transport, pauvreté, etc. Ainsi certains centres offrent un service de halte-garderie où les mères peuvent laisser les jeunes enfants, le temps nécessaire pour la formation ou la recherche d'emploi. Dans d'autres endroits, dont la Collective des femmes de Nicolet, les frais de garde des enfants en bas âge sont payés et du transport est organisé pour les participantes qui en ont besoin.

De plus, tous les centres de femmes tiennent compte des répercussions familiales et conjugales qu'entraînent une réorientation de vie des participantes. Tout au long des démarches, les participantes entre elles et avec les intervenantes soutiennent celles qui sont confrontées aux résistances, voire aux empêchements, de leur milieu familial.

UN RÉSEAU D'ENTRAIDE ET DE SOLIDARITÉ

Pour toutes celles qui ont connu l'exclusion, sous une forme ou une autre, la réinsertion sociale est difficile et les obstacles plus que réels. La participation à l'une ou l'autre des activités d'un centre de femmes permet donc aux femmes de briser le cercle vicieux de l'isolement et de l'exclusion sociale, puis de se créer un véritable réseau d'entraide et de solidarité pour pouvoir agir ensemble.

- 1 Selon Statistique Canada, est considérée «à faible revenu» une personne ou une famille qui consacre 56,2 % et plus de son revenu aux dépenses de première nécessité, soit la nourriture, le logement et l'habillement.
- 2 ***Les hommes et les femmes : une comparaison de leurs conditions de vie***, Bureau de la statistique du Québec, Les Publications du Québec, 1994, p. 8-204.
- 3 ***Tous les moyens du bord - Les centres de femmes: des chantiers économiques***, L'R des centres de femmes du Québec, Montréal, 1993, 46 p.
- 4 ***Les centres de femmes du Québec pour l'égalité et la justice***, l'R des centres de femmes du Québec, mars 1989, pp. 12-13.
- 5 ***L'action des centres de femmes en 1993-1994 - Portrait statistique***, l'R des centres de femmes du Québec, 1994, p.2.
- 6 ***Base d'unité politique des centres de femmes du Québec***, l'R des centres de femmes du Québec, juin 1993, p.2.
- 7 Ibid., p.4.
- 8 ***Un centre de femmes : bien plus qu'une «boîte à cours»... un lieu d'appartenance!***, l'R des centres de femmes du Québec, 1992.
- 9 Ibid.
- 10 Ibid.
- 11 ***Tous les moyens du bord - Les centres de femmes : des chantiers économiques***, déjà cité.



Cadre d'animation du séminaire de formation en développement régional

RÉSUMÉ DES FORMULES D'ANIMATION

Activité 1

Conférence d'ouverture sur le développement régional;
Discussion en plénière.

Activité 2

Deux exposés sur les modèles innovateurs en développement;
Après chaque exposé, un «buzz session»: les participantes sont divisées en groupe de 8 à 12 personnes et réagissent rapidement à l'exposé présenté;
Affichage des cartons résumant les buzz;
Discussion en plénière.

Activité 3

Cinq mises en situation sur le thème de «et si on changeait l'économie?»;
On divise le groupe en 5 ateliers de 8 à 12 personnes;
Rapport d'atelier en plénière et discussion.

Activité 4

Trois ateliers sur les femmes et les structures régionales;
Une personne-ressource par atelier : on aborde une dimension différente dans chaque atelier;
On divise les participantes selon leur degré d'expérience en matière de développement régional;
Rapport d'atelier et discussion en plénière.

Activité 5

Conférence de presse: les chantiers économiques des centres de femmes.

Panel des centres en plénière : la porte-parole présente de façon très abrégée un projet novateur du centre en matière de développement local ou régional;
Des «journalistes» choisies au hasard posent des questions pour clarifier, soulever les contradictions ou les débats.

Activité 6

Évaluation.

Matériel requis

POCHETTE DE LA PARTICIPANTE

À l'inscription, chaque participante trouvera dans sa pochette :

pour l'activité 2 :

Une feuille sur laquelle il y aura une lettre inscrite (A, B, C, etc.) pour le groupe «buzz session» (prévoir des groupes de 8 à 12 personnes).

pour l'activité 3 :

Une feuille de couleur (jaune, rouge, vert, bleu, etc.); la couleur est associée à l'une des cinq mises en situation prévues.

pour l'activité 4 :

Une feuille sur laquelle il y aura un chiffre inscrit { 1, 2, 3 } selon le degré d'expérience de la participante en matière de développement régional (d'après le formulaire d'inscription).

pour l'activité 5, (sur place, et non pas dans la pochette) :

Lorsque les participantes prennent place dans la salle de la plénière, passez le chapeau pour un tirage...

Chaque participante pige un papier plié en deux :

Par exemple, s'il y a 12 projets ou 8 projets, il faudra écrire sur 12 ou sur 8 des papiers ainsi pigés, le nom d'un journal ou d'une émission de télévision/radio : par exemple La Presse, Le Soleil, La Tribune, Le Point, Nouvelles TVA, CBF Bonjour, etc.

Sur les mêmes 12 ou 8 papiers, on inscrira également le nom du centre à qui la «journaliste» ainsi désignée posera sa question.

Activité 1

PLÉNIÈRE SUIVANT LA CONFÉRENCE D'OUVERTURE

Le développement régional, c'est quoi et ça vient d'où?

FORMULE

- 1 h - 1 h 45 : conférence d'ouverture
- 1 h 45 - 2 h 45 : discussion en plénière

PLÉNIÈRE : Questions à lancer par l'animatrice

L'animatrice va questionner les participantes pour tenter de faire des liens entre l'exposé et les expériences de développement régional que les centres de femmes peuvent mener.

*** Le développement économique, défini de façon traditionnelle, ne semble pas très proche de l'expérience d'une majorité de femmes. Lorsqu'on parle de développement régional, vous semble-t-il plus facile de vous percevoir comme des agentes économiques? En quoi?

*** Quelles sont les **compétences et les qualités développées par les femmes** qui peuvent les aider à participer à des projets de développement économique communautaire?

L'animatrice peut faire nommer des éléments tels que : la détermination et l'engagement des femmes, l'habitude de travailler ensemble, l'implication multiforme des femmes dans leur milieu, une vision plus large liant l'économique et le social, leur prudence en affaires, leur capacité de tout faire, leur participation réelle quoique non reconnue à l'économie, etc.

*** Quels sont les **obstacles** à l'implication économique des femmes?

L'exposé aura sûrement fait ressortir certains obstacles. L'animatrice aidera à en identifier d'autres. Par exemple : manque de temps, manque de confiance en soi, double journée, oppressions diverses, ressources rares, etc.

CONSIGNES POUR L'ANIMATRICE (activité 1)

L'animatrice ou une secrétaire ad hoc dressera une liste des facteurs positifs et une liste des facteurs négatifs sur un grand carton.

L'animatrice pourra inviter les participantes à garder en tête ces deux listes lors des ateliers suivants pour tâcher d'en tenir compte dans la recherche de perspectives d'action.

RESSOURCES HUMAINES

- 1 conférencière;
- 1 animatrice;
- 1 secrétaire, si nécessaire;
- les participantes.

MATÉRIEL REQUIS

- 1 auditorium, ou une grande salle;
- au moins 2 grands cartons pour les listes;
- des crayons-feutres.

Activité 2

PLÉNIÈRE SUIVANT LES CONFÉRENCES

Des modèles innovateurs de développement social et économique

FORMULE

14 h - 14 h 30	exposé 1 en plénière
14 h 30 - 15 h 00	exposé 2 en plénière
15 h - 15 h 10	«buzz sessions»
15 h 10 - 15 h 45	- affichage des cartons des «buzz sessions» - relance des 2 personnes-ressource -discussion

CONSIGNES POUR LES PERSONNES-RESSOURCES

L'exposé pourrait être fait d'après le plan suivant :

- Limites senties par rapport aux modèles traditionnels en développement social et économique;
- Tentatives expérimentées de modèles innovateurs;
- Facteurs positifs et négatifs à l'oeuvre;
- Résultats;
- Suites.

Les personnes-ressources sont invitées à circuler dans les groupes en «Buzz Session» afin de ramener leurs réactions en plénière.

«BUZZ SESSION»

Après les exposés, diviser les femmes en groupes de 8 à 12; on peut regrouper les femmes d'après leur expérience en développement; chaque groupe doit se choisir une animatrice.

L'animatrice de la plénière lance cette question à tous les groupes:

*** À partir de vos propres besoins, que s'est-il dit de plus intéressant dans l'exposé de Mme X?

Les participantes répondent spontanément, et n'ont pas à discuter ou débattre entre elles.

L'animatrice de chaque groupe note les mots clés sur un grand carton; elle les présente en plénière par la suite.

PLÉNIÈRE :

Les animatrices des 5 groupes affichent leur carton au tableau ou au mur.

L'animatrice de la plénière lit rapidement les cartons et invite les personnes-ressources à réagir.

Elle anime la discussion qui suit. Elle peut faire des liens, s'il y a lieu, avec l'atelier 1 (dans la mesure où c'est elle qui animait la plénière suivant la conférence d'ouverture).

RESSOURCES HUMAINES

- 2 conférencières ou plus (si plus que 2, réduire le temps alloué à chaque exposé);
- des animatrices pour les «buzz sessions» (autant d'animatrices que de groupes de 8 à 12 participantes);
- 1 animatrice de plénière;
- les participantes.

MATÉRIEL REQUIS

- 1 auditorium, ou une grande salle;
- des grands cartons pré-lignés et des crayons feutres pour chacun des groupes en «buzz-session».

Activité 3

ATELIERS

Et si on changeait l'économie...

FORMULE

16Hh - 17h	5 groupes : 5 mises en situation différentes;
17h - 17h 25	Présentation en plénière des résultats des 5 ateliers, qui sont écrits sur un grand carton;
17h 25 - 17h 45	Discussion en plénière des résultats avec une animatrice.

ATELIERS

- 5 groupes de 8 à 12 personnes : une mise en situation différente dans chacun des groupes;
- Les participantes des groupes sont déterminées à l'avance pour un bon mélange des régions et des expériences.

CONSIGNES POUR LES ANIMATRICES DES CINQ GROUPES

L'atelier vise à faire ressortir les valeurs portées par les participantes par rapport au développement.

L'animatrice doit donc ramener les participantes à l'essentiel.

Les mises en situation peuvent être complétées si cela favorise la discussion.

L'animatrice résumera périodiquement les propos et en inscrira les principaux éléments sur le grand carton.

CONSIGNES POUR L'ANIMATRICE DE PLÉNIÈRE

L'animatrice doit faire résumer rapidement les discussions sur les cinq mises en situation. Puis elle peut mettre en relief les éléments communs apportés par les différents ateliers. Ensuite elle animera la discussion sur les valeurs privilégiées par les participantes et sur une façon «autre» de penser le développement.

L'animatrice de la plénière devrait circuler dans les cinq groupes pour se préparer.

RESSOURCES HUMAINES

- 5 animatrices d'ateliers;
- les participantes;
- 1 animatrice de plénière.

MATÉRIEL REQUIS

- autant de locaux que de groupes;
- 5 grands cartons résumant les 5 mises en situation (un carton différent par groupe);
- des grands cartons pour résumer la discussion dans chacun des groupes;
- des crayons-feutres pour chacun des groupes;
- 1 auditorium, ou une grande salle pour la plénière.

Résumé des 5 mises en situation à écrire sur des grands cartons

note : remettre un seul des cinq cartons par animatrice d'atelier

Mise en situation 1

An 1 République du Québec
Parti féministe au pouvoir
Embargo Canada contre Québec
Ouverture à Washington
Rencontre avec votre député pour un plan de développement quinquennal.

Mise en situation 2

2001
1 semaine de grève générale mondiale des femmes
Économie en crise
Négociations ONU et pape avec les femmes
Vos revendications essentielles

Mise en situation 3

1608 à Québec
Petit groupe de féministes
Mandat de préparer le travail pour 600 colons dans 1 an

Mise en situation 4

2012, fin de la 3e guerre mondiale
Femmes dans tous les secteurs
Mêmes pouvoirs que les hommes
Comment maintenir les acquis?
Nouveau rôle des centres de femmes

Mise en situation 5

1867
Vous êtes les mères de la Confédération
Projet d'un chemin de fer sur la table
Promesses d'emplois pour les femmes
Oui ou non au projet?

Mise en situation 1

Nous sommes en l'an 1 de la République du Québec. Votre parti féministe vient d'être élu.

En réaction, le Canada décrète un embargo commercial contre le Québec. Le Reform Party est au pouvoir...

Bien qu'il soit dirigé par des «pro-vie» notoires, le gouvernement américain demeure quand même ouvert au commerce avec le Québec.

La députée de votre comté, Madame X (demandez aux participantes de lui trouver un nom) pour qui votre centre de femmes a travaillé pendant la campagne électorale, est devenue ministre du Développement. Elle fait une tournée de rencontres pour préparer un plan quinquennal.

Vous lui rappelez ses engagements envers l'égalité et l'autonomie économique des femmes.

l'association des pères divorcés qui appelle à la désobéissance civile face à la perception automatique de la pension alimentaire.

On peut finalement penser aux femmes des minorités visibles qui réclament que l'équité salariale hommes-femmes et l'équité salariale entre blancs et noirs se fassent en même temps.

Aussi : que faire de l'ouverture au Québec de la part des États-Unis dont le gouvernement est gouverné par des ultra-conservateurs, associés au mouvement pro-vie? Le président s'est montré inflexible envers les demandes des femmes américaines quant à l'équité en emploi, leur enjoignant de laisser aux hommes le premier choix des emplois offerts sur le marché.

La ministre soulève ses préoccupations par rapport à l'embargo canadien, qui était jusqu'à récemment le principal partenaire économique du Québec.

L'animatrice peut lancer ces questions de développement

Vous rappelez à votre députée ministre, une ancienne présidente de l'AFEAS qui s'est battue pour la reconnaissance du travail au foyer, les engagements électoraux du parti féministe. Quels sont ces engagements? Par exemple, on peut mentionner l'abolition des mesures d'employabilité, le développement d'emplois à caractère social, l'augmentation du revenu minimum garanti, un réseau universel de garderies, etc...

Madame la ministre vous signale à son tour que les contraintes sont nombreuses. Quelles sont ces contraintes?

(les contraintes)

Par exemple, on peut penser aux pressions de la Banque mondiale pour que le Québec rembourse sa dette en temps record, aux institutions financières qui font une campagne de peur, ou encore aux corporations qui menacent d'installer leurs sièges sociaux en Amérique du Sud.

On peut également penser à des employeurs québécois qui refusent d'établir l'équité salariale sous prétexte que cela va les acculer à la faillite, ou

Elle vise toujours le développement durable dans toutes les régions et croit également à l'importance de développer de l'emploi à caractère social. Mais son gouvernement ne peut fixer que des contraintes aux compagnies, il leur faut aussi des avantages.

Dans ce contexte, comment allez-vous conseiller la députée-ministre? Quelles priorités allez-vous lui indiquer?

Au plan de l'emploi, allez-vous mettre l'accent sur l'emploi à caractère social ou sur des emplois durables?

Par la suite, vous donnerez-vous de nouvelles règles de négociation et de lobby avec elle? L'action collective du centre va-t-elle se déployer autrement?

Quelle marge de manoeuvre laisserez-vous au nouveau gouvernement?

Que faites-vous de l'embargo du Canada?

Quel rôle pourrait jouer le mouvement féministe québécois? Quelles sont les alliances à envisager, par exemple avec les féministes canadiennes et américaines?

L'animatrice demande aux participantes d'identifier les rôles. Sinon elle peut les assigner elle-même : la ministre, la conseillère politique de la ministre, les représentantes du centre de femmes, les porte-parole de la banque mondiale, du gouvernement américain et canadien, etc.

Mise en situation 2

Nous sommes en 2001. Les centres de femmes ferment leurs portes pour participer à la grève générale mondiale des femmes.

Après une semaine de grève, l'économie mondiale est en crise : la bourse de New-York s'est effondrée, le Fonds monétaire international est en détresse, les gouvernements sont en panique, ainsi que les conjoints et les enfants...

Le secrétaire général de l'ONU et le pape tentent une négociation au sommet avec les représentantes des femmes de tous les pays.

Ça discute fort dans votre centre : vous vivez avec excitation cette occasion unique de participer à la transformation du monde avec des femmes de tous les coins de la planète. Vous êtes sollicitées, à travers un réseau électronique (Internet), à formuler vos revendications économiques et sociales essentielles.

La directrice peut lancer ces questions de développement

La grève a de graves répercussions sur la population mondiale : pas de ménage, pas de lavage, pas de repas, pas de soins et de soutien aux proches, ralentissement quasi complet dans l'industrie des services, entre autres dans la santé, les services sociaux et l'éducation, etc. Enfants, conjoints, proches parents et femmes participantes au centre vous pressent de reprendre au plus vite le travail au foyer et au centre de femmes.

Qu'ou êtes-vous prêtes à aller pour avoir gain de cause?

Êtes-vous pensée à assurer certains services essentiels? Lesquels?

Quelles sont vos revendications essentielles en matière de reconnaissance juste et équitable du travail accompli par les femmes, que ce soit en emploi ou à la maison?

La reconnaissance du travail des femmes se fait-elle nécessairement par un salaire? Y a-t-il d'autres moyens adéquats de reconnaître le travail des femmes sans porter atteinte à la quête d'autonomie et d'égalité économique?

Comment se traduisent concrètement l'égalité et l'autonomie sociale et économique des femmes au Québec? D'après vous, quels sont les signes concrets de l'égalité et de l'autonomie des femmes?

Quelles sont vos propositions pour la reconnaissance économique du travail au foyer et du travail bénévole des femmes? Comment le partage des tâches obligatoire pour tout conjoint, ou le salaire pour les femmes au foyer, voyez-vous d'autres solutions?

Quelles sont vos propositions pour la reconnaissance équitable des emplois féminins sur le marché du travail?

Y a-t-il des contradictions possibles entre vos revendications et celles des femmes des autres pays, notamment les femmes du Tiers-Monde?

Y a-t-il des contradictions possibles entre les revendications spécifiques des femmes et les aspirations de l'ensemble de la population, ou de segments importants de la population, par exemple les jeunes, les personnes des communautés autochtones?

Comment voyez-vous vos liens avec les femmes des autres pays?

Qui sont les personnes possibles pour les participantes

la directrice; présidente du conseil d'administration du centre; conjoint en accord; conjoint en désaccord; conjoints participants et rebelles; porte-parole québécoise; porte-parole des pays du Tiers-Monde par exemple; etc...

Mise en situation 3

Nous sommes en 1608...

Vous et quelques amies avez suivi la visionnaire féministe, Marie Painchaud, sur le bateau de Samuel de Champlain. Après quelques mois passés à Québec, Champlain charge votre petit groupe, au nom du roi, de préparer la venue de 600 colons, hommes et femmes dans un an.

L'animatrice peut lancer ces questions de développement

Où allez-vous installer ces colons?

Vous n'êtes pas les premiers occupants du territoire : comment envisagez-vous vos négociations avec les autochtones? Aurez-vous recours aux armes, à la religion? Comment éviter les problèmes et les injustices?

Quelles activités économiques allez-vous promouvoir : agriculture, petites industries artisanales, traite de fourrures, chasse et pêche?

Allez-vous créer de l'emploi à caractère social? Comment voyez-vous l'école et les institutions de santé? Y aura-t-il des projets culturels et de loisirs?

Y aura-t-il une division sexuelle du travail et si oui, laquelle?

Comment comptez-vous exploiter les ressources naturelles?

Comment allez-vous accueillir ces colons qui s'en viennent et leur transmettre vos visions?

Qu'est-ce que le développement et le progrès signifient pour votre groupe?

Mise en situation 4

Nous sommes en 2012. C'est la fin de la troisième guerre mondiale...

Avec la participation des mouvements féministes à travers le monde, les forces démocratiques, rassemblées sous l'étendard de l'ONU, ont battu en brèche les forces intégristes de toutes tendances : chrétiens pro-vie, islamistes, néo-fascistes, etc.

Les femmes ont été de tous les combats et ont eu les mêmes pouvoirs que les hommes dans tous les champs d'activité, y compris sur les champs de bataille.

Les centres de femmes du Québec ont été confrontés à se battre contre des groupes intégristes locaux. Les centres ont aussi mobilisé les femmes au combat, tout comme ils ont caché des réfugié-es politiques. Certains centres ont même supervisé des camps de prisonniers intégristes.

La guerre est maintenant finie, une nouvelle ère commence...

L'animatrice peut lancer ces questions de développement

Comment éviter que les femmes soient retournées au foyer comme cela s'est produit après la deuxième guerre mondiale et après des guerres de libération nationale?

Comment conserver aux femmes les emplois non-traditionnels qu'elles ont occupés durant les années de guerre?

Comment retransformer l'industrie de guerre, en industrie axée sur le développement social et la protection de l'environnement?

Que faire des nombreux-euses prisonnier-ère-s de guerre? Sommes-nous en lien avec les femmes d'autres pays pour discuter de leur réintégration, ici ou ailleurs?

Comment éviter que de nouvelles idéologies intégristes ressuscitent? Comment faire pour que nos anciens ennemis adhèrent à notre projet de société démocratique, populaire et féministe?

La guerre a fait beaucoup de dégâts. Beaucoup est à rebâtir. Au plan humain, il y a eu beaucoup de morts et il y a de nombreux enfants orphelins. Qui va s'occuper des enfants de votre région qui ont perdu leurs parents? Est-ce aux femmes seulement à s'en préoccuper?

Quel rôle les centres devraient-ils jouer désormais? Choisiront-ils d'axer leur action au niveau du développement social, du développement économique ou de la protection de l'environnement

Mise en situation 5

Nous sommes en 1867 et vous êtes les mères de la Confédération...
Vous voulez unir le nouveau pays et le développer.

Joe Martin, un magnat de l'industrie de l'acier, vous propose un projet de chemin de fer d'une mère (sic) à l'autre. Il promet de l'emploi pour les femmes. Retiendrez-vous son idée?

L'animatrice peut lancer ces questions de développement

Le train vous semble-t-il un bon moyen d'unir et de développer le nouveau pays? Quels objectifs de développement économique et social peut-il favoriser?

Le tracé du train implique de traverser les territoires des premières nations. Comment négocier avec elles?

Joe Martin promet de l'emploi pour un grand nombre. Comment pouvez-vous contrôler ce projet si vous l'acceptez? Ne s'agira-t-il pas d'emplois de cheap labor et même d'esclaves?

Vous êtes soucieuses du développement régional : le projet peut-il faire place à cette dimension?

Allez-vous préférer un autre projet de développement politique, économique et social que celui du train? Si oui, expliquez comment vous envisagez l'échange des biens et des services, les communications, le développement social et la place des femmes dans ce projet.

Activité 4

ATELIERS SUIVIS D'UNE PLÉNIÈRE

Les femmes dans les structures du développement régional québécois.

FORMULE

9 h - 9 h 15	:	3 de l'atelier : exposé de la personne-ressource;
9 h 15 - 9 h 45	:	discussion en atelier (2/3 ateliers);
9 h 45 - 10 h 30	:	plénière avec rapports des ateliers; discussion en plénière;
10 h 30 - 10 h 45	:	pause;
10 h 45 - 11 h 30	:	suite de la discussion en plénière.

CONSIGNES POUR LES PERSONNES-RESSOURCES

Vous pouvez présenter votre expérience de participation dans les structures, vos principales réalisations, vos questionnements ou tout autre élément pertinent comme vous l'entendez.

Par ailleurs, il serait apprécié que vous répondiez à la question suivante dans votre exposé : quelle est la meilleure stratégie pour faire passer une vision féministe dans les structures?

CONSIGNES POUR LES ANIMATRICES D'ATELIERS

L'animatrice de l'atelier aidera les participantes à évaluer la stratégie de «placer» des femmes dans les structures.

À partir de l'expérience des participantes, de celle de la personne-ressource, on tentera de nommer les avantages et les limites de cette stratégie.

L'animatrice pourra utiliser au besoin un résumé statistique d'un article du CSF sur la place des femmes dans les structures. L'animatrice résumera avec des phrases «punch» et des mots clés les stratégies dynamiques identifiées dans l'atelier, en vue de la présentation et de la discussion en plénière. Une secrétaire notera les éléments pour les rapporter en plénière.

CONSIGNES POUR L'ANIMATRICE DE LA PLÉNIÈRE

L'animatrice devrait circuler dans les ateliers avant la plénière.

L'animatrice demande aux secrétaires de rapporter brièvement avec les mots clés et les phrases «punch» ce qui s'est dit dans les ateliers.

Elle invite les personnes-ressources à réagir puis elle anime la discussion.

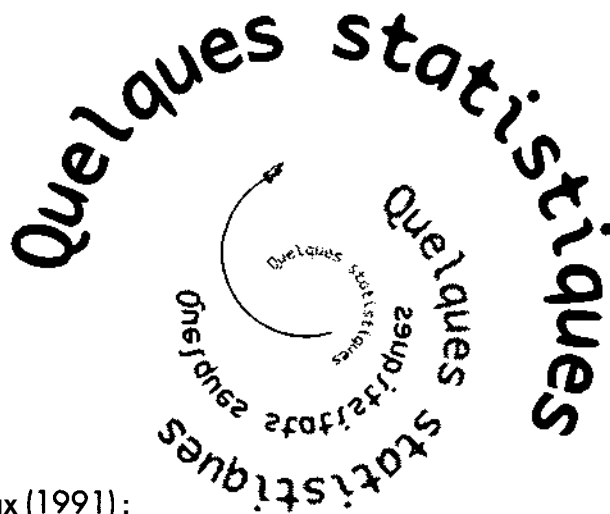
Si les réponses des personnes-ressources à la question commune qui leur est posée sur la meilleure stratégie peuvent être traitées séparément, l'animatrice pourra en garder une ou deux pour la discussion qui suit la pause.

RESSOURCES HUMAINES POUR L'ACTIVITÉ 4

- 3 personnes ressources;;
- 3 animatrices d'atelier;
- 3 secrétaires d'atelier;
- les participantes;
- 1 animatrice de plénière.

MATÉRIEL REQUIS POUR L'ACTIVITÉ 4

- 2 ou 3 locaux pour les ateliers
- 1 auditorium ou une grande salle pour la plénière;
- le résumé de l'article du CSF.



Les femmes dans les conseils municipaux (1991):

- 7,4 % des maires
- 18,3 % des conseillers

Les femmes dans les conseils d'administration des établissements de la santé et des services sociaux (1992) :

- 42,5 % des postes

Les femmes dans les régies régionales de santé et de services sociaux :

- 34,5 % des sièges de conseils d'administration

Les femmes dans les commissions scolaires (1990) :

- 43,1 % des commissaires d'école
- 29,1 % des présidents de commissions scolaires

Les femmes dans les conseils régionaux de développement :

- au moins 1 siège et une moyenne de 14,1 %

Les femmes dans les sociétés régionales de développement de la main-d'oeuvre :

- 22,7 % des sièges ou 45 femmes sur les 198 places disponibles

Les femmes dans les institutions financières (Mouvement Desjardins) :

- 11,9 % des postes dans les instances des fédérations régionales
(conseil d'administration, commission de crédit et conseil de surveillance)

Activité S

CONFÉRENCE DE PRESSE

Les centres de femmes : chantiers et sentiers économiques

FORMULE

- 13 h - 13 h 30 : brèves présentations des projets de centres
13 h 30 - 15 h : «rencontre de presse» en plénière

CONSIGNES POUR LES PERSONNES RESSOURCES

Vous avez 2 minutes pour présenter votre projet. Les images «punchées», les phrases courtes, les propos directs et affirmatifs sont un atout!

Voici le plan suggéré :

- Nom du projet;
- Objectifs;
- Résultats concrets du projet, si terminé. Par exemple : 30 femmes se sont trouvé du travail;
- Résultats visés par le projet, s'il est à ses débuts;
- Aspect le plus novateur du projet;
- Obstacle principal;
- Suites au projet, s'il y en a.

On vous suggère de pratiquer cette présentation à l'avance pour arriver à dire l'essentiel dans le temps voulu, soit 2 minutes!

AU TOUT DÉBUT, AVANT LES PRÉSENTATIONS :

En arrivant dans l'auditorium, chaque participante (sauf celles qui font des présentations) pige un coupon dans un chapeau ou un bol. Sur X coupons (le même nombre que celui des présentations), il y aura le nom d'un projet à questionner, et le nom du média de la «journaliste». Ce sont celles qui pigeront ces coupons qui seront les journalistes. Celles qui sont trop gênées peuvent échanger leur coupon avec une autre participante.

CONSIGNES POUR LES «JOURNALISTES» CHOISIES AU HASARD

note: l'animatrice de la conférence de presse doit indiquer ces consignes avant le début des présentations

- Vous représentez le média indiqué sur votre papier;
- Vous avez à questionner une des représentantes sur son projet. Le nom du groupe représenté est indiqué sur votre papier;
- Faites-la préciser un aspect du projet qui vous semble intéressant ou qui mérite discussion;
- N'oubliez pas que le rôle d'une journaliste c'est d'avoir un point de vue critique (pas nécessairement négatif cependant!);
- Si le temps le permet, on reprend une deuxième ronde de questions et ainsi de suite.

RESSOURCES HUMAINES

- un nombre X de présentatrices d'un projet d'un centre de femmes;
- un nombre X équivalent de journalistes désignées au sort à l'entrée de l'activité;
- une animatrice de conférence de presse.

MATÉRIEL REQUIS

- 1 auditorium ou une grande salle;
- un chapeau;
- autant de coupons préparés à l'avance que de participantes : sur un nombre X de ces coupons, on écrira le nom des centres présentant un projet et le nom d'un média national, régional ou local (journal, télévision, radio)

Activité 6

ÉVALUATION DE DÉPART

FORMULE

15 h - 15 h 15 : Évaluation écrite individuelle
15 h 15 - 1 h 30 : Plénière

PLÉNIÈRE :

L'animatrice pose la question suivante aux participantes : **Je repars avec?**

L'animatrice suggère aux participantes de formuler leur évaluation en indiquant un objet, un outil, un aliment, un meuble, etc, qui peut illustrer le degré de satisfaction face au séminaire.

Par exemple, je repars avec une sacoche pleine de gros billets, je repars avec une pizza «all dressed», sans pepperoni (qu'est-ce qui manquait alors??), je repars en neuf, je repars au septième ciel, etc.

L'animatrice laisse aller les participantes le plus spontanément possible tout en leur faisant préciser leur idée.

ÉVALUATION ÉCRITE INDIVIDUELLE

- Que penses-tu de l'ensemble de la fin de semaine?
- As-tu avancé sur le sujet?
- As-tu aimé la formule?
 - . personnes-ressource
 - . possibilités d'échange
 - . animation
 - . participantes
- Quelle activité as-tu préférée?
- Est-ce que le séminaire t'a donné le goût d'expérimenter quelque chose en particulier?